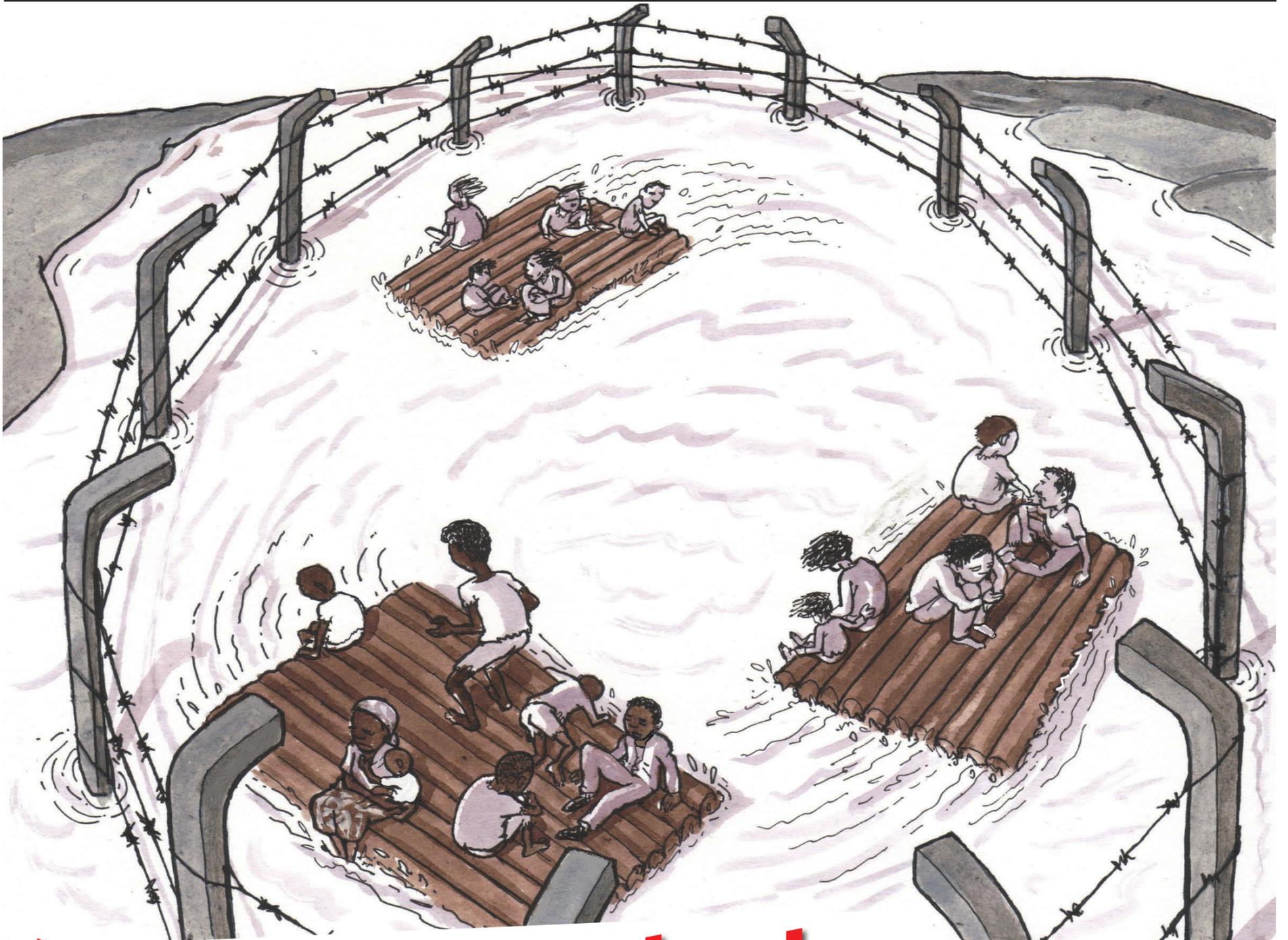


l'Anticapitaliste

n°322 | 4 février 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



À Calais et partout...

BIENVENUE

AUX RÉFUGIÉS

BROUCK

Dossier

OÙ VA LA CORSE ?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Jacqueline Sauvage:
enfin libre?

Page 2

PREMIER PLAN

Syrie: tous les chemins
mènent à Genève?

Page 2



ACTU SOCIALE

Code du travail: du passé
ils font table rase

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien après la victoire
à OMS nettoyage

Page 12

DR



édito

Par HÉLÈNE PIERRE

Jacqueline Sauvage: enfin libre?

Dimanche 31 janvier, un communiqué de l'Élysée nous apprenait la remise gracieuse de peine accordée à Jacqueline Sauvage par le chef de l'État, une grâce qui n'efface rien de ses deux condamnations, mais qui va lui permettre de demander d'ici quelques jours une libération conditionnelle, sans devoir attendre pour cela janvier 2017, et de pouvoir ainsi recouvrer enfin la liberté pour profiter d'une vie (enfin) paisible après des siens.

Si l'affaire a pris une telle ampleur médiatique, obligeant le Président à intervenir, lui qui se disait opposé au principe même de grâce pendant la campagne présidentielle, c'est bien parce qu'une mobilisation citoyenne et féministe d'ampleur a eu lieu ces dernières semaines, et qu'il ne pouvait plus feindre de l'ignorer.

Ainsi, samedi 23 janvier, des centaines de personnes s'étaient rassemblées à Paris pour réclamer la grâce pour Jacqueline Sauvage, un comité de soutien rassemblant de nombreuses artistes s'était constitué, et une pétition avait recueilli plus de 435 000 signatures. Une mobilisation qui est allée grandissante depuis son procès en appel en décembre dernier, dont le verdict avait confirmé la condamnation en première instance à 10 ans ferme pour meurtre, cela sans lui avoir reconnu aucune circonstance atténuante... Un verdict dur et disproportionné pour une femme victime de violences conjugales répétées depuis près de 50 ans, et qui a vu également ses enfants subir viols et violences.

Au-delà de ce geste symbolique dont on ne peut que se féliciter, cette affaire pose une nouvelle fois la question de la visibilité et de la prise en compte des violences conjugales à une échelle large. Les deux avocates de Jacqueline Sauvage ont ainsi avancé l'idée de faire reconnaître la situation de « légitime défense différée » dans la loi pour les femmes sous l'emprise d'un conjoint violent. Une idée que les féministes devront nécessairement faire avancer dans le débat public.

À entendre déjà les commentaires réticents des uns et les autres sur le sujet, on se dit qu'il est vraiment temps pour la société de regarder plus attentivement ce qui se passe dans la sphère dite privée et d'arrêter de considérer que l'intime est moins politique que le reste.

BIEN DIT

À cet instant où gisent à terre les politiciens en qui les adversaires du fascisme avaient mis leur espoir, où ces politiciens aggravent leur défaite en trahissant leur propre cause, nous voudrions arracher l'enfant politique du monde aux filets dans lesquels ils l'avaient enfermé.

Le philosophe WALTER BENJAMIN (en 1940)

À la Une

À Calais et partout... Bienvenue aux réfugiés!

Ces deux dernières semaines, 82 migrantEs - hommes, femmes et enfants - sont morts noyés en mer Egée. En 10 ans, ce sont près de 30 000 naufragés, fuyant les zones de guerre qui auront laissé leur vie aux portes de l'Europe forteresse. Et la probabilité d'une nouvelle intervention militaire en Libye annoncée par le gouvernement ne fera qu'alourdir ce bilan.

Calais, pointe avancée de la répression

Depuis lundi, les bulldozers sont de nouveau entrés en action, détruisant des dizaines d'habitations de fortune, ainsi qu'une église et une mosquée qui servaient également de lieux de réunions. Le harcèlement policier permanent, les provocations et les violences de milices néo fascistes, mettent le bidonville à ébullition... C'était donc certainement cela le « serment de Calais » rendu public ce dimanche par le lyrique député PS Yann Capet, en appelant, de concert avec Xavier Bertrand, François Hollande à se rendre rapidement à Calais. Les 25 mesures préconisées par la « feuille de route » accompagnant l'événement ne sont pourtant qu'un resucée du plan Cazeneuve orienté vers un seul but : réprimer et disperser les migrantEs. L'objectif de diminuer des trois quarts (1500) le nombre d'habitants de la « jungle » ne pourrait se réaliser qu'au prix d'une déportation massive. Tout laisse à penser que les autorités s'y préparent. En créant un « délit d'intrusion », toute tentative de pénétration dans le tunnel ou sur un ferry entraînerait des poursuites judiciaires, et probablement la mise en détention.

« Interdire les rassemblements et manifestations qui font converger les extrémistes vers Calais et qui attisent les tensions »

Cette mesure préconisée par notre socialiste en carton pâte et par la très droitière maire de Calais résonne comme une invitation à récidiver pour les 3000 antiracistes

qui, le samedi 23 janvier, sont venus apporter leur soutien aux migrantEs, par une belle manifestation internationaliste, joyeuse et colorée, lueur d'espoir en une société fraternelle débarrassée des flics, des barbelés et des miradors ! Car nous n'accepterons jamais le huis clos de l'État dans sa sale besogne. Tout a été fait pour décrier

été condamné pour des actions violentes commises contre des migrants...

Le 22 février, unité contre la répression

À l'issue de la manifestation du 23 janvier, plusieurs dizaines de migrantEs et quelques soutiens se sont introduits dans la zone

les deux soutiens en liberté sous contrôle judiciaire. Tous risquent de six mois à un an de prison, et 3500 à 7000 euros d'amende. Nous devons rapidement organiser des cadres de mobilisation unitaires pour faire du 22 février une journée de solidarité envers nos camarades, pour nous rassembler devant le tribunal pour celles et ceux qui peuvent se déplacer, et organiser des rassemblements locaux pour les autres. C'est la proposition que fait le NPA aux différentes forces déjà mobilisées contre l'état d'urgence et en soutien aux migrantEs.

Le 19 mars, mobilisation internationale contre le racisme et le fascisme

Après le succès des mobilisations à Calais et à Evros le 23 janvier, nous devons redoubler d'efforts pour augmenter la pression contre les gouvernements et leur politique criminelle dont sont victimes les migrantEs partout en Europe. Athènes, Londres, Hambourg, Genève, Vienne, Amsterdam... Les appels se multiplient pour faire du samedi 19 mars une échéance importante de convergence des antiracistes et des antifascistes.

Pour dire stop aux naufrages criminels en Méditerranée et en mer Egée, pour exiger l'ouverture des frontières terrestres, seule solution pour que cessent ces carnages. Pour réaffirmer la légitimité du droit à circuler et s'établir. Pour dire non aux guerres impérialistes qui contraignent des centaines de milliers d'êtres humains à fuir leur pays. Pour dire que décidément, on n'en veut pas de cette société-là!

Alain Pojolat

L'EUROPE VEUT RÉGULARISER LA CRISE MIGRATOIRE



et minimiser cette manifestation, la plus grosse que Calais ait connue depuis fort longtemps. On a même été jusqu'à nous infliger des « reportages » complaisants sur des « riverains excédés » se sentant menacés par les manifestantEs, contraints malgré eux de sortir un fusil pour se protéger. Vérification faite, il s'agissait de deux néonazis bien connus, dont un avait déjà

portuaire et ont réussi à monter sur un ferry en partance pour l'Angleterre, illustrant en actes leur principale revendication : déposer une demande d'asile dans le pays où ils ont décidé de s'établir. Six d'entre eux, ainsi que deux soutiens, ont été arrêtés et seront traduits devant le TGI de Boulogne le lundi 22 février. Les six migrants ont été incarcérés,

SYRIE

Tous les chemins mènent à Genève?

Un rapport récent de l'ONU confirme l'existence de vingt « points » en Syrie qui souffrent du blocus complet et de la famine de la population civile. Cela concerne 400 000 personnes, dont des enfants, femmes et vieillards. Des dizaines meurent de faim au quotidien. Ce rapport chiffre également à environ quatre millions le nombre de personnes qui ne bénéficient que de peu d'aide humanitaire pour leur survie...

La plupart de ces régions sont encerclées par les forces armées du régime et de ses alliés. Les villes de Kifraya, Alfoua, Nibil et Alzakra, sont, elles, encerclées par les factions djihadistes et réactionnaire comme Daesh (l'État islamique), Jabhat al-Nosra, Jaish al-Islam et Ahrar al-Sham.

Le déploiement russe au service du régime syrien

Depuis l'annonce de l'intervention militaire directe de la Russie en Syrie le 30 septembre dernier, la situation militaire et politique a connu un changement et une accélération. Sur le plan

militaire, une offensive sur plusieurs fronts de l'armée régulière et des milices alliées a été enregistrée. Et le régime a pu récupérer le contrôle sur une étendue plus importante de territoires.

En effet, lorsque l'armée turque a abattu un avion militaire russe le 24 novembre, cela n'a pas eu l'effet de dissuasion escompté par le gouvernement turc AKP. Au contraire, la Russie de Poutine a considéré cet acte comme « hostile » et a décidé de déployer une armada impressionnante en mer, sur terre et dans l'air, officialisant la mise en place de son système de défense aérienne le plus sophistiqué (le S400). Le gouvernement russe, pour bien afficher sa

volonté de domination en Syrie, déclare que toute « menace » à ses forces présentes en Syrie sera désormais détruite immédiatement.

De ce fait, en Syrie, la zone d'exclusion aérienne, ou zone tampon, demandée par le gouvernement turc, tombe à l'eau. Si une zone d'exclusion existe ce jour, c'est du côté turc de la frontière. Aujourd'hui, presque toute la zone nord-ouest de la Syrie, qui connaissait la présence des factions « turkmènes » proches du gouvernement turc, a été récupérée par le régime (dont récemment les fiefs de Salma et Rabia), avec des protestations turques à peine audibles...

Quelles négociations? Quel accord?

Sur le plan politique, il apparaît de plus en plus qu'un accord-cadre entre les États-Unis et la Russie se fait concernant la Syrie: la déclaration de Genève le 30 juin 2012, puis celle de Vienne en novembre 2015, transformée en résolution du conseil de sécurité de l'ONU fin décembre 2015 (sous le numéro 2254). Dans tous ces documents, il n'est pas question de « changement de régime », ni de départ « forcé » ou obligatoire du dictateur. En effet, ils parlent de négociations pour arriver à un gouvernement de transition par acceptation mutuelle.

Un monde à changer

QUI PAIERA LES DÉGÂTS ? Alors qu'analystes et journalistes craignent de plus en plus l'explosion d'une nouvelle crise financière, les dégâts causés par les banques lors de la précédente en 2008, la fameuse crise dite des subprimes, sont loin d'être réparés... Goldman Sachs, une des grandes banques à l'origine de la crise, a annoncé être parvenue à un accord avec les « régulateurs financiers » américains, acceptant de payer 5 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros)... pour stopper les poursuites dont elle faisait l'objet! Ce chiffre peut sembler donner le tournis, il ne représente pas grand chose pour une grande banque qui a pour partie fait sa fortune sur la vente de titres immobiliers pourris à ses clients. En 2005-2007, Goldman Sachs avait commercialisé des produits titrisés, liés à des prêts hypothécaires. Une technique permettant de transformer des créances en produits financiers, ensuite émis sur le marché des capitaux. Lorsque les prix de l'immobilier se sont effondrés, les investisseurs-clients ont vu fondre comme neige au soleil la valeur de ces produits. Des pratiques qui violent les lois fédérales étatsuniennes en matière de crédit. Goldman Sachs ne respectait

même pas les règles d'une des économies de marché les plus puissantes au monde...

D'autres grandes banques américaines responsables de la crise financière de 2008 ont déjà payé: JP Morgan (13 milliards de dollars), Bank of America (50 milliards de dollars)... Soit en tout, plus de 180 milliards de dollars. Des sommes pas si élevées, puisque depuis 2007, ces banques ont fait 700 milliards de dollars de profits: des sommes quatre fois plus importantes que les amendes!

« Nous sommes heureux d'avoir trouvé un accord de principe pour résoudre cette affaire », a déclaré Lloyd Blankfein, le PDG de Goldman Sachs. Tu m'étonnes... Signalons que celui-ci devra se contenter pour l'année 2015 d'une rémunération de 23 millions de dollars, soit 1 million de moins que l'année précédente (première baisse - de 4% - depuis quatre ans)... mais il y ajoutera 14,7 millions de dollars de stock-options et un bonus en liquide de 6,3 millions de dollars, selon le *Wall Street Journal*. Pleure pas la bouche pleine...

DÉCHÉANCE DE LA NATIONALITÉ

Pour une « citoyenneté de résidence »

Quand on a appris en milieu de semaine dernière que Christiane Taubira, qui avait déjà avalé tant de couleuvres, s'était enfin décidée à démissionner, on s'est demandé quel boa on a cette fois voulu lui faire gober. La réponse n'a pas tardé...

Manuel Valls a feint de concéder à sa gauche l'abandon de toute référence aux binationaux... Un simple tour de passe-passe puisqu'il a annoncé en même temps la ratification de la convention de 1961 qui interdit de créer des apatrides, ce qui veut bien dire qu'en pratique seuls les binationaux pourront effectivement être concernés. Et on a de plus appris que Valls s'est engouffré dans la brèche ouverte à droite par Nicolas Sarkozy et le FN, qui veulent que la déchéance de nationalité soit étendue aux auteurs de délits. Seront donc visés les auteurs des « délits les plus graves » parmi lesquels il range le délit d'« entreprise terroriste individuelle », créé par la loi de lutte contre le terrorisme votée en septembre 2014 et dont l'invention a,

comme on le sait, fait depuis lors la preuve de son efficacité...

Ce délit inclut par exemple le simple fait d'avoir séjourné à l'étranger dans une zone où sont commis des actes terroristes, la détention de certains ouvrages, ou la consultation de mails faisant l'apologie du terrorisme. En termes de restriction des libertés, y attacher la menace d'une déchéance de nationalité va donc loin. Mais que ne ferait-on pas pour faire voter une introuvable loi constitutionnelle avec, arithmétiquement parlant, l'appui nécessaire d'une bonne partie de la droite?

Au-delà du leurre...

Ce n'est là que l'un des multiples pas de côté d'un Premier ministre qui navigue à vue depuis des semaines pour faire passer un projet dont personne n'a imaginé un instant qu'il pouvait en quoi que ce soit faire obstacle au terrorisme. Mais si l'on se demande de quoi la déchéance de nationalité est le nom, on notera d'abord la fonction de leurre destinée à détourner l'attention de la panoplie de mesures

liberticides déployée simultanément et allant jusqu'à l'irresponsable octroi aux policiers d'un véritable permis de tuer!

Pour le reste, à travers la discrimination des binationaux, il ne s'agit que d'un ajustement dans l'équilibre régulièrement remis en cause entre « droit du sol » et « droit du sang ». Car si, comme on le croit trop souvent, le « droit du sol » était le seul en vigueur en France, toute personne née sur notre territoire serait automatiquement française, sans restriction et sans délai...

En réalité, le droit de la nationalité, avec toutes ses subtilités, n'est pas ce qui nous importe le plus. Car cela ne devrait pas être la nationalité, mais le fait, à lui seul, de résider durablement sur notre territoire qui devrait conférer l'ensemble des droits politiques et sociaux: en fait une « citoyenneté de résidence », entendue au sens le plus large, c'est-à-dire bien au-delà de l'élémentaire droit de vote pour tous les étrangers.

Et il est également clair que, pour nous, l'égalité des droits entre Français et étrangers résidents passe par la reconnaissance de cette qualité

de résident: en clair, la fin du petit jeu consistant à renouveler indéfiniment des titres de séjour précaires, sans droits afférents.

Et encore en amont, pour les étrangers qui le demandent, nous défendons la possibilité de pénétrer et de s'installer sur le territoire de leur choix: c'est-à-dire, en trois mots comme en cent, l'ouverture des frontières.

Pour le coup, nous voilà loin de la nation(alité)!
François Brun

DROITISATION DU PARTI SOCIALISTE



Dans cette approche, l'Arabie saoudite a parrainé une réunion de « l'opposition » syrienne début décembre, pour former une « haute commission de négociations » qui comprend en particulier les personnes qui lui sont proches. Cette commission s'est déclarée la seule légitime à négocier, en exigeant l'arrêt des combats, la libération des prisonniers et la confirmation que Bachar el-Assad n'a pas sa place dans la période de transition, comme conditions préalables pour participer aux négociations de Genève III en cours.

L'une proche de l'Arabie saoudite et de la Turquie, une autre le « Conseil de la Syrie démocratique » - dont la

composante la plus importante, le parti kurde PYD, n'a pas été invitée -, une délégation de « l'opposition intérieure »

proche de la Russie, et une délégation de la « société civile » qui ne représente rien... excepté le régime.

Il est prévu six mois de négociations avant de former un gouvernement d'« union nationale » ou de transition selon l'interprétation des parties présentes. Et le fait est que ce sont les combats sur le terrain qui vont orienter l'issue de ces négociations. La Russie, le régime et ses alliés accélèrent leurs offensives, en particulier contre l'Armée syrienne libre pour la détruire ou l'affaiblir au maximum. Ainsi ne restera que Daesh et les djihadistes sur la scène pour justifier un minimum de concession politique.

Le drame est qu'aucune des parties présentes à Genève III n'a de légitimité populaire. Les premières demandes des masses syriennes aujourd'hui sont la paix, l'arrêt des combats, des bombardements, du blocus, la libération des prisonniers et le retour des déplacés. Mais les revendications de la révolution demeurent: la liberté, le pain et l'emploi, et la dignité.
Ghayath Naisse



L'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura serre la main de l'ambassadeur de la Syrie aux Nations unies, Bashar al-Jaafari... DR

Le chiffre 76

C'est le pourcentage de concentrations d'insecticides mesurées dans les eaux de surface et les sédiments de nos cours d'eau, qui serait supérieur aux concentrations réglementaires fixées par les normes européennes. Dans la même étude de deux chercheurs de l'institut des sciences environnementales de l'université de Koblenz-Landau (Allemagne) qui ont consulté plus de 160 études scientifiques publiées entre 1972 et 2002, le constat est similaire en Angleterre et en Allemagne, et plus de la moitié des eaux de surface italiennes dépassent le taux légal en vigueur dans l'Union européenne...



Agenda

Jeudi 4 février, journée de mobilisation pour la relaxe des 8 de Goodyear. Rassemblements et initiatives dans plusieurs villes, à Paris à partir de 11h place de la Nation.

Samedi 6 février, rassemblement contre l'extrême droite, Paris. « Face à l'extrême droite, à l'islamophobie, à tous les racismes, mobilisation antifasciste! », à 14h à la Fontaine des Innocents, place Joachim-du-Bellay. Métro Les Halles (Porte Lescot)

Samedi 6 février, manifestation contre l'état d'urgence, Strasbourg. « Oui aux libertés, non à l'état d'urgence », à 15h, Place Kleber.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. A Rives des Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

François Hollande vient de dénier toute autorité à la justice.

CHRISTINE BOUTIN, ancienne présidente du Parti chrétien démocrate, sur *Twitter* dimanche 31 janvier, après l'annonce de la grâce présidentielle de Jacqueline Sauvage

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FRONT DE GAUCHE

Fin de l'histoire en 2017?

La présidentielle de 2017 est dans la tête de beaucoup, en particulier chez certainEs à la gauche de la gauche. Mais à cette étape, les divergences entre les principales composantes sont encore nombreuses, et rien ne dit qu'il y aura une seule candidature issue du Front de gauche.



S'aimer c'est regarder ensemble dans la même direction... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Cela devient une habitude. Depuis des mois les deux principales composantes du Front de gauche, le PCF et le PG, n'arrivent plus à parler langue commune, en particulier sur les questions électorales et la stratégie à y mener, au premier comme au second tour. Affaiblissant le message du Front de Gauche dans son ensemble, ces divergences refont surface depuis quelques semaines et sans doute pour un certain temps sur la question de la présidentielle de 2017.

Primaires or not Primaires?

Le grand débat du moment concerne la question des primaires de « la gauche et des écologistes » lancé le 11 janvier dernier par plusieurs intellectuels dans *Libération*. Une question qui divise le Front de gauche, mais également le reste de la gauche car cet appel n'interdit pas à Hollande de s'y présenter. Comme si Hollande et le PS représentaient « la gauche »... Au-delà de cette « ambiguïté » majeure, le PCF tout comme Ensemble ne ferment pas la porte à des primaires, mais plutôt sans Hollande, et avec les écologistes et la gauche du PS. Pierre Laurent le dit : « ce n'est pas ma culture, mais je dis : discutons, échangeons, construisons ensemble ». Il y voit une occasion de créer « un électrochoc dans le débat sur le socle commun à la gauche en vue de la présidentielle » et de « mettre en mouvement les citoyens ». C'est dans ce sens que le PCF vient de lancer ses « Lundis de gauche, Porte ouverte pour 2017 » afin d'ouvrir les discussions, « tous les dialogues pour inventer une alternative aux politiques suivies aujourd'hui »... Pour le PCF, ces primaires ne seraient-elles pas également une alternative à la seule solution qui s'offre au Front de gauche, le soutien à une nouvelle candidature de Mélenchon ?

Du côté du Parti de gauche, les choses sont claires : il est hors de question de participer à une primaire à gauche incluant Hollande, ni même à une primaire de la gauche alternative. Selon Éric Coquerel : « Quand on a quelqu'un qui est capable de fédérer, qui a réalisé un score à la présidentielle qu'on n'a plus refait depuis et que les sondages démontrent qu'il incarne cet espace politique, on ne devrait pas perdre de temps et construire une campagne collective ». Bref, pour le PG, la messe est dite : ce sera Mélenchon ou personne. Il faut dire que ce dernier est dans les starting-blocks depuis 4 ans...

Pour une nouvelle représentation politique

À la différence de ces discussions, notre urgence serait déjà que nous soyons collectivement candidats à 2016 afin de faire reculer ce gouvernement sur l'état d'urgence, la déchéance de nationalité, la destruction du code du travail, contre l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes, les suppressions d'emplois ou encore contre la criminalisation du mouvement social.

Au-delà, la situation politique montre qu'aucune force politique ne représente aujourd'hui ceux d'en bas. Un vide politique qui ne peut être comblé ni par un sauveur suprême ni par un mecano des forces politiques. Pour toutes les forces disponibles du mouvement ouvrier, reconstruire un mouvement des exploités et des opprimés sur une indépendance de classe reste une urgence qui ne peut se faire qu'en totale indépendance des partis institutionnels.

Sandra Demarcq

Voilà la conclusion que l'on devrait tirer des manifestations contre l'état d'urgence du samedi 30 janvier dans tout le pays.

À Paris, une heure pile avant la manif, la pluie se transforme en déluge. C'est l'heure où les hésitantEs basculent. À peu près partout en France, la météo est au diapason du climat sécuritaire propagé par toutes les institutions dominantes : ne manifestez pas, restez chez vous ! Malgré cela, entre 10 000 et 20 000 manifestantEs prennent la rue. De Bayonne à Boulogne-sur-Mer, de Metz à Lannion, de Perpignan à Dole, en passant par Arles, Besançon, Tulle ou Le Puy-en-Velay, on décompte au moins 45 000 manifestantEs. En dehors de Paris, les manifestations rassemblent un peu partout entre une centaine et 2000 participantEs. C'est la première riposte générale à l'état d'urgence, une première rupture publique avec le consensus dominant qui affirme qu'au nom de la sécurité, tout le monde y serait favorable. Il faudra évidemment bien plus que cela. En dehors de Paris et de quelques villes comme Grenoble, Bordeaux, Poitiers ou Chambéry, la mobilisation n'a pas dépassé un noyau militant. Et même dans ces villes, les quartiers populaires étaient très peu représentés. Or des échéances sont proches, entre une proposition de loi au conseil des ministres mercredi 3 février et les débats à l'Assemblée et au Sénat du 5 au 16 février.

Et au-delà de ces échéances, c'est toute la logique de l'état d'exception qui avance, donnant confiance aux flics

celui plus lié aux mouvements (« Stop état d'urgence »), ne facilite pas les choses. Ainsi, dans certaines villes comme Marseille, il n'y a même pas pu y avoir de manifestation ou de rassemblement unitaire.

À Paris, les deux cadres ont réussi à se mettre d'accord sur des mobilisations communes. Se retrouvaient dans la première partie du cortège, les sans-papiers, les sans-abris, les militantEs BDS, les syndicats ou encore les Zadistes. Pour toucher l'ensemble de la société, les différentes sensibilités et formes de lutte seront indispensables. Toutes. Personne ne peut nier le rôle du racisme et de l'islamophobie dans la logique mise en place actuellement, les musulmanEs étant ainsi les plus visés par les perquisitions. Et si la composante antiraciste et anti-islamophobe de la mobilisation, tout comme la lutte contre les violences policières, ne sont pas prises en compte, le mouvement aura les plus grandes difficultés à mobiliser dans les quartiers populaires.



et aux racistes. C'est ce qui exige de convaincre et de mobiliser en profondeur dans toute la société.

Regrouper toutes les sensibilités, toutes les formes de lutte

Il est évident que l'existence de plusieurs cadres, notamment celui impulsé par la LDH (« Nous ne céderons pas ») et

Du local au global

La mobilisation doit maintenant se développer dans chaque quartier, dans chaque lieu de travail et sur les différents fronts mis en danger par l'offensive du pouvoir. À Montreuil, une assemblée locale est organisée ce jeudi 4 février. À Grenoble, « Six heures pour nos libertés » vont avoir lieu ce

dimanche 7 février en collaboration avec Mediapart, rassemblant acteurs locaux et nationaux, syndicalistes et représentants des luttes des quartiers. De telles initiatives doivent se multiplier.

Cela doit se conjuguer avec la défense des victimes de la répression. Un appel a été lancé pour se mobiliser au côté d'un participant à la manifestation de solidarité avec les migrants du 22 novembre, en procès mercredi 3 février. Et le lendemain, jeudi 4 février est la journée de mobilisation en soutien aux syndicalistes de Goodyear.

Maintenir les mobilisations de rue

La lutte contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité doit apparaître dans toutes les manifestations, comme cela a été le cas à Calais le 23 janvier où de nombreux manifestants arboraient l'autocollant « Stop état d'urgence ». Ce devrait être le cas des mobilisations antifascistes du 6 février, de la manifestation du 8 mars pour les droits des femmes et de celle contre le racisme le 19 mars. Il faudrait que ce soit le cas de toutes les luttes syndicales. Car la logique de l'état d'urgence, c'est de nous atomiser et d'interdire l'espace public à la contestation collective.

Ce vendredi 5 février à 17h a lieu un rassemblement devant l'Assemblée nationale. Les différents cadres qui se réunissent ces prochains jours doivent décider d'une nouvelle date nationale qui servira de point d'appui et d'objectif au travail de mobilisation qu'il faut maintenant faire avancer. De toute urgence.

Denis Godard

JUSTICE

Un pas en avant dans le tout-sécuritaire

Christiane Taubira, la caution dite « sociale » du gouvernement a finalement démissionné le 27 janvier du gouvernement Valls avec lequel les rapports étaient très tendus...

Cela faisait suite d'un désaccord majeur autour de la déchéance de nationalité pour les binationaux nés en France. Aussitôt elle a été remplacée par un vrai ami personnel et politique de Valls, Jean-Jacques Urvoas.

Icône de la gauche?

Rarement ministre n'aura suscité autant de passions. Souvent perçue comme plus à gauche que ses collègues ministres, moins « langue de bois », Christiane Taubira n'est pas novice en politique. Depuis son élection à l'Assemblée nationale en 1993, elle n'a cessé de jouer un rôle dans la vie institutionnelle : députée européenne de 1994 à 1999, puis candidate à la présidentielle en 2002. Elle était donc garde des Sceaux depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande.

Elle a fait avancer deux dossiers importants dans une société française immobile. En tant que députée, elle est à l'origine de la loi

qui reconnaît la traite négrière et l'esclavage comme crimes contre l'humanité. Ministre, elle a défendu vigoureusement et obtenu l'adoption, dans un climat délétère, à la fois homophobe et ouvertement raciste à son égard, de la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.

Mais en matière de justice, le bilan est maigre. Elle a certes réussi à faire supprimer les peines planchers pour les récidivistes créées par Sarkozy, ou à faire adopter quelques aménagements de peines alternatives à la prison. Mais beaucoup de ses projets n'ont pas été réalisés ou ont été franchement combattus, comme la réforme du statut pénal du chef de l'État, la refonte de la justice des mineurs, ou la suppression de la Cour de justice de la République... Ce qui autorise le Syndicat de la magistrature à écrire : « il y a déjà longtemps que le gouvernement a démissionné en matière de justice » !

Icône de la droite?

La droite et l'extrême droite ont sans surprise crié victoire (encore une !) à l'annonce du départ de la ministre. Et elles pourraient bien se réjouir de l'arrivée de Jean-Jacques Urvoas. « Monsieur sécurité » au PS, auteur d'ouvrages sur la sécurité, il a été rapporteur de la « loi renseignement » votée en 2015, un Patriot Act à la française.

Urvoas ne ménage pas sa peine pour défendre les services de renseignement, les encourager à intensifier leur travail d'espionnage de la population en réclamant toujours plus de nouveaux moyens. Sa vision de la justice se confond avec celle de la sécurité, qui justifie toutes les méthodes. Ainsi, a-t-il déclaré que, sur la sécurité, il fallait faire comme en

est un fervent partisan « de la fusion des deux ministères dans un grand ministère de la règle et du droit ». Demain la fusion des pouvoirs ? Cette nomination renforce bien évidemment la ligne Valls, la priorité donnée à l'administratif sur le judiciaire. Elle nous rapproche toujours plus de l'État autoritaire dont ce gouvernement a besoin pour nous diviser et pour faire



Chassé-croisé... DR

Bretagne : « travailler au chalut ». Ce qui laisse prévoir que le ministère de la Justice ne désavouera pas les arrestations arbitraires et massives décidées par les agents du ministère de l'Intérieur. Pire il

taire nos luttes contre la multitude de reculs sociaux qu'il nous impose afin de satisfaire, encore et encore, la quête de profit du patronat.

Roseline Vachetta

GRÈCE

Développer une gauche 100% à gauche, une urgence!

Le week-end dernier, Syriza fêtait son premier anniversaire au gouvernement, et comme le notait un journal, si la salle était pleine, la préoccupation se lisait chez les militantEs: non seulement parce que la droite est depuis peu donnée gagnante dans les sondages, mais aussi parce que, dans la même salle, Tsipras expliquait il y a un an sans rire que l'histoire s'écrit grâce à la désobéissance et promettait des luttes, la rupture avec le système...

Or des luttes, il y en a, mais elles sont tournées contre la politique d'un gouvernement devenu à son tour le commis des exigences libérales!

Privatisation et contre-réformes

Pire encore, le gouvernement applique cette politique sous un double chapeau: d'un côté, les cyniques, comme Pitsiorlas, directeur de l'organisme des privatisations, qui explique que la vente du port du Pirée au géant chinois Cosco est une réussite, car «le Pirée deviendra ainsi la porte vers l'Europe de tous les produits d'Asie, ce qui donnera une valeur fantastique à la ville et à la Grèce»... Même chose en ce qui concerne les 14 aéroports de province, qui doivent être vendus à une société étatique allemande: le triomphalisme de certains responsables est contrecarré par les inquiétudes sur cette mainmise monopolistique, qui pourrait avoir des conséquences sur le tourisme, l'agriculture et l'industrie des régions concernées, leur enlevant la souveraineté pour le développement. L'autre attitude, jésuite de gauche, est incarnée par le ministre du Travail Katrougalos: alors que le projet sur les retraites est unanimement contesté, lui tente de faire passer cette nouvelle attaque pour une réforme de gauche, qui nécessiterait juste quelques améliorations... alors que tous les fronts mobilisés ces derniers jours exigent le retrait du projet (agriculteurs, marins, avocats...), avec un appel à une grève générale (secteurs

privé et public) ce jeudi 4 février. Et pour cause, car il ne s'agit pas seulement de la 12^e baisse des retraites depuis 2010, mais essentiellement de la démolition radicale du caractère de répartition de la sécurité sociale, au nom d'une «justice» des miettes... Et

espéraient sinon une amélioration, au moins que la chute en enfer s'arrête! Or, si on regarde aujourd'hui l'état de l'économie, très peu de choses ont changé (réintégration de travailleurEs du public, réouverture de la télévision publique...), et la

aujourd'hui de plus en plus mal, alors qu'en septembre, le vote populaire continuait à croire aux tentatives de desserrer l'étau de la troïka.

Une orientation qui ne date pas d'aujourd'hui

Ce qui apparaît aujourd'hui chez d'anciens soutiens de Syriza, c'est un regard très critique sur l'orientation de fond. Ainsi, le journaliste T. Pappas estime que le programme de Salonique, défendu par tous les courants de Syriza, était moins radical que les propositions du Pasok en 1981: un mélange de modernisation bourgeoise, de démocratisation politique et de keynésianisme, mais dans une période où même l'orientation social-démocrate est considérée comme «anormale» par le libéralisme. Une figure connue de la gauche radicale, M. Kavouriaris, revient, lui, sur les acceptations par le gouvernement dès février 2015 de ne pas s'engager dans des «décisions unilatérales» (c'est-à-dire d'assumer la rupture), cela alors sans aucun départ du gouvernement des courants de gauche, et en conclut qu'après être passée brusquement à 27% en 2012, Syriza ne s'était pas du tout préparée aux tâches qui l'attendaient.

Un bilan lucide, mais qui ouvre une question sur laquelle nous il faudra revenir: la nécessité de construire une gauche 100% à gauche, pas seulement aujourd'hui, mais dès l'époque du lancement de Syriza, comme l'a fait et continue de le faire Antarsya.

D'Athènes, A. Sartzekis



Tsipras en très mauvaise compagnie il y a quelques jours à Davos. DR

Katrougalos tente de faire cautionner ces attaques par certains secteurs de la gauche européenne, certains tombant malheureusement dans le panneau.

Découragement, (dé)mobilisation... et mécontentement

Même si le réveil social est perceptible, la mobilisation sur le terrain reste insuffisante. C'est le produit évident d'un découragement de masse: beaucoup de jeunes, de travailleurs, sans espérer de Syriza une révolution,

dégradation continue: chômage, hôpitaux dans la misère... Tout cela sur fond de pressions terrifiantes de l'Union européenne...

Ainsi, les diktats sur l'accueil des migrantEs (Bruxelles voudrait faire construire des camps pour accueillir 400 000 réfugiés près d'Athènes), et un nouveau chantage européen au «Grexit», cette fois concernant l'espace Schengen! Hormis ce sujet où le ministre Mouzalas ose élever la voix, le gouvernement est aujourd'hui englué dans la gestion libérale, avec poses photos à Davos... Et cela passe

POLOGNE Fracture politique au sein de la société

Après la Grèce, une seconde maille de l'Union européenne, la Pologne, est en train de craquer, mais pour de tout autres raisons...

Il ne s'agit pas de l'économie, qui n'a pas sombré dans la crise de 2008 et qui tient bon. Au cours de la dernière période des gouvernements de la Plateforme civique (PO), la situation des salariéEs s'est améliorée sur le marché du travail: le chômage a baissé, le gouvernement a commencé à faire réellement des pas en vue de diminuer le précaire et d'améliorer la situation. Il a également pris une mesure sortant de l'ordinaire: la renationalisation des fonds de pensions privés, malgré le scandale que cela a suscité en Allemagne.

Mais en octobre, lors des élections législatives, PO a subi une défaite écrasante. La victoire indiscutable a été remportée par le parti Loi et justice (PiS), qui avait déjà emporté la présidentielle. Le PiS se situe clairement à la droite de PO libéral-conservateur. Il est eurosceptique et ce dans un pays où la très grande majorité de la population se réjouit de l'adhésion à l'Union européenne. Il est non seulement antirusse, mais également anti-allemand au sein d'une Union où «le rapprochement germano-polonais était au cours de 25 dernières années le fondement de la stabilité et de l'élargissement



Duda-Kaczynski, l'ordre doit régner... DR

de l'Europe» (d'après la journaliste Nathalie Nougayrède).

De plus, le dirigeant du PiS, Jaroslaw Kaczynski, proclame ouvertement qu'une guerre se déroule en Pologne: «la guerre polono-polonaise contre le postcommunisme». Bien qu'un quart de siècle nous sépare de la restauration du capitalisme, selon sa théorie du complot, la Pologne serait toujours sous la domination occulte du «postcommunisme». Dans un pays où les élites enracinées dans la bureaucratie de l'ancien régime se reproduisent à une large échelle, une partie de la société le croit. La

mission historique du PiS est donc l'éradication totale et définitive de cette prétendue domination.

Une symphonie de grande purge...

Si c'est la guerre, alors un régime d'exception est indispensable... Et le PiS, qui dispose d'une majorité parlementaire absolue, l'installe rapidement. Neuf jours après la formation du nouveau gouvernement, lors d'une séance de nuit, la Diète (Assemblée nationale) a fait la peau du Tribunal constitutionnel, modifiant illégalement une partie de sa composition, et le président Andrzej Duda a durant la

nuit fait prêter le serment aux nouveaux juges. Un mois plus tard, encore de nuit, la Diète a dégradé ce Tribunal à un rang institutionnel de facto subalterne. Dans une symphonie de grande purge, les médias publics sont transformés en un «système médiatique national», et leur première mission sera de «cultiver les traditions nationales et les valeurs patriotiques» dans le cadre du «respect du système chrétien des valeurs». De plus, la police doit obtenir des pouvoirs étendus dans le domaine de la surveillance des citoyens. Et ce n'est que le début du démantèlement de la démocratie libérale...

Au sein d'une importante partie de la société polonaise, le sentiment que les acquis démocratiques sont en danger est en train de croître. Durant les 23 dernières années, la Pologne avait connu une paix sociale relative. Aujourd'hui des dizaines de milliers de personnes sont sorties dans les rues dans plusieurs dizaines de villes, mobilisées par le Comité de défense de la démocratie (KOD). La fracture politique de la société est évidente et elle s'approfondit. Les deux parties manifestent avec des drapeaux polonais, mais l'une d'entre elles a aussi des drapeaux de l'Union européenne. Jusqu'où ira cette confrontation?

De Varsovie, Zbigniew Kowalewski



Le monde en bref

Haïti Ça tremble encore!

Ce n'est plus la terre mais la rue qui tremble ces dernières semaines à Haïti. Dans une situation politique très délicate, le pouvoir en place cherche une issue de secours avec l'aide de la communauté internationale. En effet, en octobre dernier avait lieu le premier tour de l'élection présidentielle, entaché de fraude à très grande ampleur. Après une campagne des plus violentes, le pouvoir n'a pu organiser le second tour de cette élection ni les élections législatives prévues initialement le 24 janvier.



Martelly ne veut pas lâcher le pouvoir. DR

Le président Martelly qui, selon la Constitution, ne pouvait se présenter, garde le pouvoir, et fait mine de rechercher une sortie de crise... dont il n'a pas l'air de vouloir. L'ONU, les États-Unis, la France, l'Union européenne, la mission d'observation électorale de l'UE et celle de l'Organisation des États américains (OEA)... tous cherchent une solution de sortie de crise: évidemment une solution qui consiste à maintenir la continuité de ce pouvoir à la solde des mêmes gouvernements.

Le peuple haïtien manifeste de plus en plus sa volonté de ne plus voir ses rues occupées par la Minustah (la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti), force présente depuis le tremblement de terre de janvier 2010. Souhaitons que les forces progressistes haïtiennes arrivent à s'organiser pour enfin récupérer le pouvoir de prendre son destin en main.

Cuba Castro- Hollande, tapis rouge et business...

«Raúl est à Paris», titraient ce 31 janvier les sites des principaux quotidiens cubains, *Granma* et *Juventud Rebelde*. Vingt ans après que François Mitterrand a reçu Fidel Castro de façon peu officielle, François Hollande recevra son frère et successeur de façon très officielle. Hollande a mis les petits plats dans les grands: cérémonie lundi matin à l'Arc de triomphe, avec revue des troupes, minute de silence en l'honneur du soldat inconnu, honneurs militaires dans la cour de l'Élysée, puis dîner d'État auquel Melenchon a réussi à se faire inviter...

Dès qu'Obama a ouvert les portes, Hollande s'est empressé... En mai dernier, il avait été le premier chef d'État occidental à se rendre officiellement à La Havane depuis un demi-siècle... accompagné d'une trentaine d'industriels français. Il cherche à profiter de la volonté du gouvernement cubain de garder les mains libres vis-à-vis des Américains et donc de ne pas laisser les investisseurs US reconquérir l'île. Les besoins sont immenses, pas seulement pour le tourisme et l'hôtellerie, mais aussi et surtout pour l'eau, l'énergie, les infrastructures routières et portuaires, ainsi que toutes les activités liées à la transition énergétique.

Castro est aussi une ouverture sur d'autres chefs d'État des pays d'Amérique latine. C'est à La Havane par exemple que vient d'être signée la fin de la lutte armée entre le gouvernement colombien et les FARC, la narcoguérilla. Il y a le projet du port géant de Mariel, à l'ouest de La Havane, en partie financé par le Brésil, point névralgique du commerce maritime entre les deux continents qui intéresse le lobby français du transport en mer.

La concurrence est grande entre les appétits des investisseurs chinois, américains, brésiliens, iraniens, russes, espagnols... L'État français espère bénéficier de l'annulation partielle de la dette de la part de la France, son principal créancier, et de sa place dans le Club de Paris qui gère cette dette. Un héritage du passé dont se revendique Hollande, en fait un héritage colonial quand 30 000 colons français avaient immigré d'Haïti vers Cuba en 1791, suite à la révolte des esclaves du Nord d'Haïti... Tout cela est bien du passé: Raul Castro a refusé de voir l'exposition d'Agnès Varda au centre Pompidou sur le Cuba des années 1960. Il a préféré se rendre au Musée de l'Homme récemment inauguré par François Hollande...

Deux événements marquent la fin de l'année 2015 dans l'île. Le 13 décembre, au soir du second tour des élections territoriales, la liste nationaliste composée de deux tendances arrive en tête et, par le jeu des règles institutionnelles, emporte une majorité relative (24 éluEs sur 51). Le second fait s'est déroulé le 25 décembre. Après une agression perpétrée à l'encontre de pompiers en intervention au sein d'un quartier populaire de la ville d'Ajaccio (Ajaccio), un rassemblement de soutien a débouché sur des manifestations dont le caractère raciste est aujourd'hui avéré. Deux événements qui témoignent de l'évolution des contextes politiques, sociaux, économiques et culturels, qui intéressent la Corse de ce début de 21^e siècle.

Dossier réalisé par Serge Vandepoorte (militant de la Manca, organisation marxiste-révolutionnaire sympathisante de la IV^e Internationale)



**Nationalisme
institutionnel
Racisme...**

**Où va
la CORSE ?**

DEUX PRÉSIDENTS NATIONALISTES À LA DIRECTION DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE

C'est fait : Gilles Simeoni, leader de la formation Femu a Corsica (Faisons la Corse) et Jean-Guy Talamoni, chef de file du mouvement Corsica Libera (La Corse libre) sont respectivement élus, le premier en tant que président de l'exécutif de l'Assemblée de Corse, le second en tant que président de celle-ci.

La particularité de cette institution, en comparaison des autres assemblées régionales, est qu'elle a le statut de collectivité territoriale. En conséquence elle dispose d'un mini-gouvernement et d'une forme de parlement qui n'a toutefois pas de pouvoir législatif. En Corse, cette victoire a bien évidemment fait sensation, bien que le déroulement de la campagne électorale ait pu laisser entrevoir ce succès, notamment par la forte mobilisation d'une partie de la jeunesse. En France, à l'exclusion notable des écologistes et du NPA, c'est un déchaînement de propos xénophobes qui a suivi le discours, tenu en langue corse, par Jean-Guy Talamoni lors de sa prise de

fonction. Du FN en passant par la droite jusqu'à Mélenchon, le ton est quasiment le même : celui d'un colonialisme « franchouillard » qui ne peut admettre, ne serait-ce que l'amorce d'une autonomie interne. Parce que dans les faits, c'est bien de cela dont il est question. Si Corsica Libera a toujours fait de l'indépendance son horizon politique, Femu a Corsica campe sur des positions résolument autonomistes. Majoritaire au sein de cette coalition électorale, c'est son programme qui pour l'heure est appliqué.

« Modérés » contre « radicaux » ?

Les votes qui se sont exprimés en faveur de cette partie du mouvement national vont

largement au-delà de ses zones d'influence habituelles. Pour vérifier cela, il suffit de regarder la composition de l'actuel conseil municipal de la ville de Bastia. En effet, lors des dernières municipales, ce bastion du clanisme est tombé. Gilles Simeoni et ses colistiers de Femu a Corsica ont passé une alliance avec une fraction de la droite locale, le Parti socialiste et un dissident du clan Zuccarelli¹. Qualifiée de « modérés », cette frange du nationalisme campe sur une position qui consiste à attirer à elle les secteurs dits « corsistes »², en refusant pour ce faire de considérer les clivages gauche-droite comme des différenciations politiques.

Le fait que la petite bourgeoisie (avocats, chefs de PME, notaires, commerçants, cadres supérieurs de la fonction publique) soit sur-représentée au niveau des deux tendances encore majoritaires du nationalisme contemporain, donne un début d'éclairage sur la véritable nature de ces derniers, qui pour l'heure n'ont pas encore formellement dévoilé leurs réels projets de société. C'est pourquoi il faut aller au-delà des termes « modérés »³ et « radicaux » pour appréhender la réalité des enjeux.

¹ Nom d'une famille bastiaise qui, sous les couleurs du radical-socialisme, a occupé pendant trois générations la mairie de Bastia, des fonctions à la députation, le tout en collaboration étroite avec la fédération du PCF de la Haute-Corse.

² Ce terme désigne les partis non nationalistes qui adoptent une démarche régionaliste.
³ Terminologie employée par les médias jusqu'à une époque récente. Elle voulait distinguer les mouvements en solidarité avec la lutte dite

armée, de ceux uniquement fondés sur une démarche publique. Cette classification n'est pas opérante en ce qui concerne les programmes économiques et sociaux des organisations concernées, lesquels sont de même nature.



Simeoni et Talamoni, élus, mais pour quelle projet? DR

AUTONOMIE, INDÉPENDANCE, AUTODÉTERMINATION : TROIS LIGNES POUR TROIS PROJETS

À l'origine de la résurgence du nationalisme corse contemporain (globalement de 1960 à 1975), ce sont les tendances régionalistes, puis autonomistes, qui incarnent le renouveau de la question nationale.

Leur base sociale est clairement constituée de petits agriculteurs, commerçants et notables locaux dont les intérêts sont directement menacés par les bouleversements économiques d'alors.

Du régionalisme à l'autonomisme

Le mode de développement imposé par les gouvernements français de cette époque, principalement axé sur la monoculture et le tout tourisme, a commencé de fédérer cette fraction de la petite bourgeoisie en la détachant de l'influence des organisations clanistes traditionnelles. Leur mutation, du régionalisme à l'autonomisme doit plus à la répression exercée par l'appareil d'État qu'à leur volonté et à la réalité de leur véritable nature politique, qui les situerait de nos jours dans la mouvance de Bayrou. C'est l'avènement du FLNC qui met provisoirement un terme en 1976 au leadership des autonomistes. L'irruption de jeunes militants, pour beaucoup issus des universités françaises (Aix, Marseille, Nice et Paris) sur le devant de la scène,

correspond à la radicalisation d'une large partie du nationalisme qui se positionne en soutien d'une stratégie politico-militaire connue sous le nom de Lotta di Liberazione Naziunale (LLN). D'abord fondée sur la revendication d'indépendance, cette stratégie évolue vers le concept de droit à l'autodétermination. Jusqu'à la deuxième moitié des années 1980, c'est cette tendance qui se porte à la direction du mouvement national.

Les scissions propres au FLNC de cette époque débouchent sur l'exécution de militants et des affrontements armés entre fractions rivales, précisément au moment où est élaboré le statut « Joxe »¹. C'est ce plan qui dessine les contours des évolutions institutionnelles encore aujourd'hui en application.

Modernisation... et modération

Quelques années après ces épisodes sanglants, à l'aube du 21^e siècle, surgit au devant de la scène une mouvance, fruit partiel de recompositions au sein du nationalisme et de l'arrivée de nouvelles générations dont Gilles Simeoni constitue la figure emblématique.

En modernisant le discours des autonomistes, cette tendance qui se situe en dehors de la clandestinité, va peu à peu gagner en influence, jusqu'aux succès électoraux évoqués précédemment.

Seule A Manca (La Gauche) a conservé dans son programme la revendication du droit à l'autodétermination, tout en prolongeant le concept de « voie corse au socialisme »², lui aussi abandonné par ceux qui se réclament aujourd'hui de l'indépendance.

Sur la question des droits démocratiques, ces trois tendances du mouvement nationale se rejoignent, avec par exemple l'enseignement obligatoire et l'usage de la langue corse dans tous les domaines (une revendication commune fondée sur l'idée de la co-officialité langue corse-langue française).

Interclassisme et économie de marché

Si la tendance autonomiste est relativement claire, au moins en matière de relation entre la Corse et l'État français, il n'en va pas de même pour les indépendantistes de Corsica Libera qui, tout en évoquant la rupture comme horizon probable,

concentrent cependant l'essentiel de leurs démarches sur le seul terrain électoral et ce dans le cadre étroit des institutions françaises. Ainsi leur revendication de demande d'inscription de la reconnaissance du peuple corse dans la constitution française témoigne de cette stratégie. Les fractions autonomistes et celle dite indépendantiste ont par ailleurs d'autres points communs : leur composition interclassiste et leur adhésion, de fait, aux règles de l'économie de marché. Cela ne doit rien au hasard dans la mesure où leurs directions sont largement dominées par la petite bourgeoisie, laquelle tente de confondre la défense et la promotion de ses intérêts avec celle de l'ensemble des classes qui constitue la société corse. Pour preuve, leur demande insistante d'un statut dérogatoire dans le domaine de la fiscalité, dont on voit bien que les salariéEs, pas plus que les chômeurEs, y aient quoi que ce soit à gagner. De plus, il est parlant qu'à peine intronisés, les nationalistes souhaitent que le gouvernement revienne sur l'abrogation d'un décret³, lequel, bien qu'instauré aux lendemains de la colonisation française, exonérait

tous les résidentEs de Corse des frais de succession.

Pour le droit à l'autodétermination, pour une citoyenneté ouverte

Pour sa part, A Manca considère que seul le droit à l'autodétermination, parce qu'il est un processus non lié aux institutions françaises, fonde la base de la lutte d'émancipation. Il implique l'idée d'une citoyenneté ouverte à tous quelles que soient leurs origines, par l'instauration d'une Assemblée nationale provisoire (ANP), un des moyens de lutte restant la perspective d'une grève générale dans la mesure où le monde du travail est largement majoritaire au sein de la société corse. C'est principalement pour cela que nous avons mené campagne pour le boycott actif des dernières élections territoriales. L'illusion du vote utile en faveur des nationalistes, si elle a largement été majoritaire, se fissurera inévitablement dès que ceux-ci mettront en œuvre leur programme. D'ores et déjà, le sombre nuage de la prolifération des formations néo-fascistes, dont certaines se réclament de la lutte de libération nationale,

est à mettre en relation avec la catastrophique situation sociale que vivent des dizaines de milliers de personnes. Ce phénomène lié aux immanquables désillusions qui ne tarderont pas à apparaître, justifie que la lutte anti-fasciste qui commence s'appuie sur un programme d'urgence économique et social, afin d'assécher le marais où prolifèrent les pires tentations. C'est à cela que la Manca s'est attelée, notamment par la création d'un collectif anti-fasciste et donc anti-raciste : U Culletivu No Pasaran!

¹ Réforme institutionnelle initiée par le gouvernement Rocard et dont Joxe, alors ministre de l'Intérieur, sera le concepteur en 1989.

² Ce thème, inclus dans les axes programmatiques du FLNC, disparaît des textes de cette organisation en 1993.

³ Connu sous le nom d'« arrêtés Miot », cette disposition exonérait (entre autres aspects) de taxes les produits à l'importation tout en maintenant une fiscalité lourde sur les marchandises à l'exportation. Ces arrêtés coloniaux ont grandement participé à instaurer des liens de dépendance entre la Corse et la France. Leur abrogation, à laquelle A Manca reste fidèle, fut dans les premiers temps du nationalisme contemporain une revendication centrale.

« I FASCISTI FORA! »

« Les fascistes dehors ! » Les manifestations racistes des 25, 26 et 27 décembre dernier ont été largement inspirées par l'activité des groupes fascistes apparus au cours des dernières années. Le fait que le FN ait obtenu 4 élus lors des élections territoriales, est à prendre en considération, d'autant qu'il suit le score de plus de 30 % enregistré par Marine Le Pen lors de la présidentielle de 2012.

La fachosphère se compose de trois tendances : le FN qui, sans activité militante de terrain en dehors des élections, joue la carte de l'institutionnalisation. Le Bloc identitaire qui tente de s'implanter. Les groupes néofascistes qui se réclament de la lutte de libération nationale.

Si le FN, tout en étant un parti de notables, recueille des voix populaires, les deux autres tendances influent particulièrement sur des jeunes, dont beaucoup sont en voie d'aculturation sur fond de déshérence sociale. Pêle-mêle se retrouvent au cœur de la vermine fasciste des intégristes catholiques, quelques syndicalistes du STC, des nostalgiques des courants irrédentistes d'extrême droite, des animateurs de groupes de supporters de foot et des responsables d'une association de parents d'élèves... Un courant qui se revendique clairement du national-socialisme et dont les liens avec l'internationale noire sont prouvés, tente de fédérer ces tendances qui veulent concurrencer le



Samedi 26 décembre à Ajaccio, 250 manifestantEs aux cris de On est chez nous... DR

FN, tendances qui reprochent aux lepénistes leur nationalisme français...

Un danger minimisé

Trois éléments concourent à ouvrir des perspectives à l'ensemble des courants néofascistes. Les politiques d'austérité poursuivies par le pouvoir en place, affectent durement une société qui compte déjà plus de 50 000 personnes vivant sous le seuil de pauvreté¹. Le rejet de ce gouvernement dit de gauche par les couches populaires trouve

son expression, non pas dans les luttes sociales, mais au mieux dans l'abstention, et au pire dans la recherche de boucs émissaires.

Le second élément concerne les organisations nationalistes encore majoritaires. Alertées depuis des années sur des phénomènes qui concernent leur électorat lors des élections nationales françaises (glissement de votes sur l'extrême droite), elles en ont minimisé l'importance. À cela viennent s'ajouter la teneur de certains

de leurs discours (racines chrétiennes de la Corse, refus des clivages gauche-droite, propos sécuritaires sur la toxicomanie...), lesquels ont ouvert des brèches aux « idées » de l'extrême droite.

Le dernier point est à mettre au débit des médias, dont les messages sans discernement contribuent à entretenir le climat d'islamophobie, particulièrement depuis les attentats de Paris.

1- Statistiques Insee (pour une population de 310 000 personnes).

L'APPEL DE LA MANCA À LA CONSTITUTION DU CULLETTIVU NO PASARAN

Les militants et sympathisants de la Manca fondent leurs engagements sur la lutte contre toutes les formes de domination. Le combat contre le racisme et l'extrême droite qui en est l'expression politique s'inscrit pleinement dans cet axe programmatique.

Les derniers événements, qui ont vu les quartiers populaires d'Ajaccio investis par des groupes ouvertement xénophobes, nous confortent dans la nécessité absolue de poursuivre et d'amplifier nos efforts. C'est ainsi que nous avons pris l'initiative d'une interpellation publique en direction de tous les partis, mouvements, syndicats et associations afin d'organiser une



riposte destinée à faire barrage à l'extrême droite. Depuis des années, nous constatons que les thèmes de cette extrême droite polymorphe (insécurité, immigration, islamophobie, racines chrétiennes de l'Europe) contaminent le débat politique. Notre inquiétude se matérialise par un constat : la quasi-totalité des partis et syndicats ont totalement déserté le terrain des luttes anti-racistes quand ils n'ont pas par leurs politiques et leurs ambiguïtés ouvert les portes aux courants fascistes. Face au danger mortel que fait courir l'extrême droite à nos sociétés, nous ne voulons cependant pas négliger de faire tous les efforts afin que les voix de l'immense majorité du peuple corse se fassent entendre pour signifier leur attachement à la défense de tous les droits de l'homme. En complément de cette initiative, nous lançons aujourd'hui un appel au monde du travail afin d'élaborer et de populariser un plan d'urgence économique, social et culturel. Il s'agit d'apporter des réponses concrètes afin d'assécher le marais sur lequel prolifère l'engance de l'extrême droite.

« La recherche permanente de l'unité du monde du travail »

En référence à une histoire encore récente à l'échelle du temps de l'humanité, nous proposons la création de « U cullettivu No Pasaran ». Les fondements de cette démarche unitaire propre au monde du travail devront se fonder sur les contributions de chacun et chacune, sur le principe de la recherche du consensus entre tous les membres. Les actions, uniquement publiques, doivent être également déterminées et maîtrisées dans le cadre d'une dynamique collective. À notre sens, s'il ne s'agit pas de contourner les partis et syndicats qui affirment déjà œuvrer sur ce terrain, il ne s'agit pas non plus de reproduire des clivages politiques à visées électoralistes. C'est avec ce souci de la recherche permanente de l'unité du monde du travail (dans toute sa diversité) que nous proposons la création de ce collectif. Dans ce cadre, les militants de la Manca, s'ils se veulent les promoteurs dans un premier temps de cette démarche, souhaitent ardemment qu'elle soit conçue et portée le plus massivement possible et ce dans le respect profond de toutes les sensibilités et expressions.

L'AVENIR PASSE PAR DES RUPTURES

La privatisation des transports maritimes, l'accélération de la spéculation foncière et immobilière, le développement dément du tout tourisme, sont autant d'événements qui témoignent de l'immersion de notre pays dans ce capitalisme qui transforme les espaces naturels, nos moyens de vie et les hommes en vulgaire marchandise...

Lors de son dernier congrès en décembre 2014, A Manca s'est prononcée pour une rupture avec

ce système mortifère. De la même façon, nous incitons le monde du travail à l'unité en rompant tout d'abord avec les organisations

interclassistes et la pseudo-gauche qui ne peuvent ni ne veulent modifier radicalement ces conditions de vie. Rupture enfin avec cet État qui continue de nier l'existence du peuple corse, tout en favorisant la mise en coupe réglée de notre pays par les prédateurs libéraux.

Le sillon internationaliste

Si nous ne pouvons pas prédire à quels rythmes se dérouleront ces ruptures, nous sommes cependant convaincus que seules les luttes et

l'instauration d'un rapport de forces sont à même d'inverser la tendance. Plus que jamais, l'internationalisme trouve sa pleine justification, car, et l'histoire nous le démontre, les peuples n'ont aucune raison de s'affronter ou de laisser leurs propres États poursuivre leurs politiques impérialistes. Nous savons que lutter au côté des salariés de Goodyear comme au côté du peuple palestinien, c'est aussi lutter pour notre propre désaliénation.



En septembre 2005, contre la privatisation de la SNCM, les marins du STC prenaient le contrôle du navire Pascal-Paoli. DR

SNCF

Procès de Brétigny: derrière la catastrophe, le scandale!

Le Canard enchaîné vient de publier des révélations fracassantes, concernant l'enquête sur la catastrophe ferroviaire survenue à Brétigny en 2013. Cette catastrophe avait fait 7 morts en 2013, après qu'une éclipse (un genre d'agrafe entre deux parties de rails) se soit détachée et insérée dans un cœur d'aiguille, faisant dérailler un train rempli de voyageurs.

Depuis presque trois ans, un bras de fer acharné oppose les représentants des salariés et ceux de l'entreprise. Les syndicats, le CHSCT et les experts compétents pointent du doigt le sous-effectif majeur dans les équipes d'entretien des voies, les immenses surfaces impossibles à couvrir, et les multiples dysfonctionnements liés aux réorganisations permanentes (une analyse reprise y compris par le très officiel Bureau d'enquête et d'analyse sur les transports terrestres). Les responsables de la SNCF se contentent de cibler... les agents d'entretien! Malheureusement, cela semble être aussi la logique de la justice: elle a récemment convoqué les agents d'entretien des voies de Brétigny en qualité de «témoins assistés», ouvrant la voie à d'éventuelles mises en examen.

Ce qui oppose ces deux analyses contradictoires, ce n'est rien d'autre que la lutte des classes! En effet, selon le point de vue que l'on adopte, on blâme le lampiste, accusé de n'avoir pas bien inspecté sa partie de voie..., ou on accuse une politique d'entreprise qui met en péril la sécurité des circulations, à force de supprimer des milliers d'emplois chaque année et de fixer des objectifs inatteignables aux cheminots restants.

La politique du «risque calculé»

Le Canard a révélé que, après l'accident, la justice avait mis sur écoute plusieurs cadres de la SNCF. Ils y discutent explicitement de falsifier leurs témoignages pour masquer la responsabilité de l'entreprise, et de laisser la faute retomber sur «ces crevards» d'agents de Brétigny!

La destruction progressive du service public ferroviaire et sa privatisation rampante ont donc des conséquences très concrètes: la transformation de la SNCF en multinationale avide de profit, et le remplacement de la «culture de la sécurité» (jadis fierté de la SNCF) par une politique du «risque calculé», moins coûteuse... mais meurtrière!

Il y a urgence à réorienter la SNCF vers une logique de service public et de sécurité ferroviaire. Malgré une grosse grève au printemps 2014, les cheminots n'ont pas pu empêcher la division de la SNCF en trois entreprises différentes, avec des conséquences désastreuses sur la qualité et la sécurité du transport... Mais ils s'apprêtent à jouer la 2^e manche au printemps prochain, avec une nouvelle grève reconductible contre l'abaissement de leurs conditions de travail sur celles des boîtes ferroviaires privées (ce qui menacerait aussi la sécurité des trains). Ils auront besoin de tout notre soutien!

Gabriel Lafleur

CODE DU TRAVAIL

Du passé ils font table rase

Derrière l'affirmation de grands principes, les 61 articles du rapport Badinter censés être placés en préambule du prochain code du travail ouvre la voie à un dynamitage complet du droit du travail.

C'est ainsi qu'il faut apprécier à sa juste valeur l'article 1 qui commence par rap-

peler que «Les libertés et droits fondamentaux de la personne sont garantis dans toute relation de travail» pour aussitôt ajouter que des limitations peuvent y être apportées «si elles sont justifiées (...) par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise». De la même façon dans l'article 9 «la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle et familiale est recherchée», alors que dans le code actuel, il y a obligation de respecter le droit fondamental à la vie personnelle et familiale et non «rechercher» à la respecter.

Les garanties de base mises en cause

L'article 30 affirme que «tout salarié a droit à une rémunération lui assurant des conditions de vie dignes» quand les textes internationaux de 1966 stipulaient le droit à une rémunération «équitable» assurant «un niveau de vie satisfaisant». En matière de temps de travail, le texte évoque la nécessité de fixer, par la loi, une «durée normale» au-delà de laquelle le salarié a «droit à une compensation». De quoi s'inquiéter au vu des déclarations de Macron souhaitant mettre fin aux 35 heures et celles de Valls toujours décidé à les «déverrouiller» et pour qui: «La dérogation à la durée légale du temps de travail à 35 heures n'est plus une transgression». La compensation n'équivalant

évidemment pas aux actuelles rémunérations avec majoration. La mensualisation est mise en

spécificité revendicatrice aux délégués du personnel et leur droit d'expertise, de proposition,

LE CODE DU TRAVAIL ALLÉGÉ

UN SI GROS PAVÉ POURRAIT BLESSER QUELQUIN!!!



CHARMAG

cause avec l'idée d'une «rémunération versée selon une période régulière», l'interdiction du travail des mineurs de moins de 16 ans contournée dans la loi sans rappel des obligations actuelles en termes de formations et la signature de contrats à durée déterminée autorisée par la loi sans précision sur l'actuel caractère temporaire. Au fil des articles, c'est une grande partie des droits des salariéEs et des institutions représentatives du personnel (IRP) qui risquent de disparaître. Ainsi, la confusion des droits IRP fait perdre leur

d'inspection aux comités d'entreprise et aux comités d'hygiène sécurité et conditions de travail.

Les dérogations deviendraient la règle

Toutes les dispositions peuvent faire l'objet de dérogations à partir du moment où celles-ci sont prévues par la loi. Et, pour faire bonne mesure, les articles 55, 56 et 57 enfoncent le clou sur la possibilité d'accords d'entreprise moins favorables que le code du travail quand la loi le permet, s'appliquant y compris au contrat de travail. Le champ des possibilités de déroger par accord collectif est vaste: période d'essai, préavis, congé de maternité, versement régulier du salaire, temps de travail. Les précisions apportées par la ministre El Khomri sur les référendums éclairent ces dispositions: les organisations syndicales

qui représentent au moins 30% du personnel et qui ont signé un accord ont le droit de «déclencher un référendum». «Si la consultation donne plus de 50% en faveur du Oui (...) cet accord s'applique».

Au total ces principes fixent le cadre d'un changement de nature du droit du travail. On passe d'un droit censé protéger les salariéEs, partie faible au contrat de travail, à un droit du travail qui met au même niveau la défense des salariéEs et la sécurisation économique des entreprises. La dépenalisation du droit du travail, validée par ordonnance dans le cadre de la réforme de l'Inspection du travail d'un côté, la condamnation des Goodyear de l'autre, éclairent les voies tracées par ce texte qui vise à effacer plus d'un siècle de conquête de droits tendant à limiter la dictature patronale.

La riposte collective

Un collectif unitaire, Le code du travail qu'il faut défendre (CQFD)¹ s'est constitué et a tenu une conférence de presse le 26 janvier, au lendemain de la parution des 61 principes

de la commission Badinter. En sont partie prenante de nombreuses organisations syndicales, dont la confédération CGT, la FSU, Solidaires, les syndicats de l'inspection du travail, le Syndicat des avocats de France, de nombreuses associations dont la fondation Copernic, Attac, les Effrontés, les organisations politiques (Ensemble, PCF, PG, PCOF et bien entendu le NPA) et de nombreuses personnalités. Le collectif prépare argumentaires, débats publics, et met en débat une manifestation calée avec les échéances parlementaires. De son côté, la fondation Copernic organise ce samedi 6 février un débat «Que doit contenir le code du travail?»².

A suivre, de très près.

Robert Pelletier

1- <http://www.CQFD-lesite.fr>

2- De 14h à 18h à la Bourse du travail de Paris (place de la République)

JOHNSON CONTROLS LAROQUE-D'OLMES (09)

Refuser les licenciements, éviter la ruine du pays d'Olmès

L'entreprise Johnson Controls, qui fabrique des tissus pour les grandes marques automobiles (particulièrement pour Volkswagen) comptait 600 salariéEs en 2009... et seulement 300 en 2015. Aujourd'hui la direction veut supprimer 55 emplois...

Pourtant, l'usine de Laroque-d'Olmès a dégagé 12 millions d'euros de bénéfices en 2014, sur 50 millions de chiffre d'affaire, donc 17% de retour. Le groupe (un fonds de pension étatsunien qui a des usines en Tchéquie, en Pologne et en Roumanie) a réalisé 4,8 milliards de dollars de bénéfices.

La raison des licenciements est donc la recherche de plus de profit pour les actionnaires. Les profits ont augmenté mais la charge de travail aussi.



Bientôt fermé? DR
Chaque ouvrierE tissait 21 000 m/an en 2004, 30 000 m/an aujourd'hui.

Les conditions de travail se sont donc détériorées. Les problèmes de santé, la fatigue et l'usure des salariéEs s'accroissent. Dans ces

conditions, il est évident que quitter l'entreprise est une envie pour beaucoup.

Ne pas croire aux promesses

Si les 55 licenciements étaient entérinés, ce serait la fin de toute vie réelle dans le Pays d'Olmès. Johnson Controls est la dernière entreprise d'importance dans ce territoire d'Ariège. Cela représenterait, avec les emplois induits, 300 emplois en moins et la fermeture inéluctable et rapide de l'entreprise. Donc plus de chômage, moins de services publics, moins de commerce, et une accélération de la désertification. Bien sûr, la plupart des éluEs, à majorité «socialiste», n'envisagent qu'un «bon plan

social». Et on entend déjà les beaux discours sur le tourisme, les futures entreprises «modernes»... On oublie le déficit de la station de ski, «l'écosite» jamais réalisé sinon avec une friche industrielle qui a coûté cher à la collectivité, les éphémères créations venues pour profiter des avantages fiscaux et sociaux du BER (Bassin d'emploi à redynamiser) et virant sans honte leur main-d'œuvre précaire... Rien ne se gagnera sans l'intervention directe des premiers intéressés, les salariéEs de Johnson Controls. Le 4 février, un rassemblement-distribution de tracts est prévu près de l'usine en lien avec la solidarité aux Goodyear. Correspondant

GOODYEAR

Relaxe pour les 8!

La condamnation des syndicalistes de Goodyear s'inscrit dans un double contexte politique: une régression sociale tous azimuts dont la publication du rapport de la commission Badinter est la concrétisation, et l'instauration de l'état d'urgence, dont la prolongation illustre la volonté du gouvernement de faire évoluer en profondeur le fonctionnement des institutions notamment en matière de sécurité.

En effet, cette condamnation à 9 mois de prison ferme des ex-salariéEs de l'usine d'Amiens-Nord résulte pour l'essentiel d'une volonté gouvernementale, dans la mesure où la direction de l'entreprise et les cadres concernés avaient retiré leur plainte.

Une longue tradition

La répression de l'action militante, syndicale n'est pas une nouveauté dans l'histoire sociale française. Sans qu'il soit nécessaire de remonter aux grandes vagues répressives des années 1920 ou 1938, le pouvoir politique a violemment réprimé le mouvement social à plusieurs reprises. En 1947-48, ce sont les grèves des mineurs qui sont brutalement réprimées,

TAXI

Les chauffeurs doivent pouvoir vivre de leur travail !

Les 60 000 chauffeurs de taxi se battent pour leur survie. La plupart des chauffeurs de taxi (80 %) sont des artisans qui ont acheté une licence (très chère) pour pouvoir exercer leur profession. Le nombre limité de licences leur garantissait un bon revenu pour vivre (3 000 euros net en moyenne). Très peu de chauffeurs sont salariés. Les autres sont «locataires», c'est-à-dire qu'ils louent une autorisation de taxi à une entreprise capitaliste...

Ces chauffeurs doivent donc travailler énormément pour tenter de survivre, touchant en moyenne 1400 euros net par mois. La CGT Taxi revendique à juste titre la requalification de tous les contrats de location en contrats de travail, afin que les chauffeurs employés bénéficient d'un minimum de droits et de sécurité de revenu.

Tous sont aujourd'hui menacés par un processus de dérégulation et de mise en concurrence sauvage engagé depuis plusieurs années. Jusqu'en 2009, les VTC (voiture de tourisme avec chauffeur) ne concurrençaient pas les taxis : ils s'appelaient «voitures de grande remise» et travaillaient surtout avec les hôtels de luxe. Mais leur nombre a récemment explosé, concurrençant les taxis, même s'ils sont censés notamment ne pas pouvoir prendre des clients sans réservation préalable. À cela s'ajoutent surtout les chauffeurs «LOTTI», qui sont censés en théorie ne pouvoir faire que du transport collectif. Et tous ces concurrents des taxis sont mis en relation avec les clients via des plateformes comme Uber qui imposent les tarifs et leurs marges.

Enfin, il y avait la concurrence des particuliers qui pouvaient vendre leur service via UberPop, société désormais illégale, alors que Uber a été condamné à 1,2 million d'euros à l'Union des taxis pour avoir incité les VTC à frauder la législation.

Un ennemi commun...

La forte mobilisation des chauffeurs de taxi le 26 janvier et les jours suivants a contraint le gouvernement à annoncer le renforcement des contrôles. Mais l'avenir des taxis est toujours menacé. Le nombre de licences de taxis doit être limité, les VTC ne doivent plus concurrencer les taxis, et la tarification au kilomètre doit être maintenue. Alors que Uber a cherché à mobiliser les VTC le 2 février contre les chauffeurs de taxi, le premier syndicat de VTC (Unsa SCP-VTC) a appelé au boycott. Les VTC et les taxis ont un ennemi commun, les plateformes capitalistes comme Uber qui utilisent une nouvelle technologie pour exercer une pression vers le bas sur le niveau de vie des chauffeurs.

À plus long terme, la réponse à l'uberisation des chauffeurs ne doit pas être le simple statu quo. S'il faut s'opposer aujourd'hui à la dérégulation du secteur, il faut aller plus loin et dresser la perspective d'un service public du transport individuel (indispensable pour les personnes âgées, les malades, etc.) et la possibilité pour les chauffeurs de bénéficier du statut de fonctionnaire.

À la mise en concurrence généralisée des travailleurs, nous opposons le droit au salaire à vie, en rupture avec la logique du marché du travail.

Gaston Lefranc



Le message est clair... DR

BURE (55) Un drame qui rajoute à l'exigence d'abandon du projet

Une galerie qui s'est effondrée à 500 m sous terre a entraîné la mort d'un technicien de 42 ans le mardi 26 janvier lors d'un accident sur le site de Bure (Meuse), site où les autorités forment le projet insensé d'enfouir les déchets nucléaires les plus dangereux pour des centaines de milliers d'années.

Depuis bien des années, les opposants à ce projet, dont le NPA, dénoncent l'irresponsabilité humaine et scientifique de cette entreprise avec force études et contre-expertises. De sérieux doutes existent sur le fait que l'argile, mélange d'argile et de calcaire, soit véritablement le coffre-fort géologique avancé par l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs).

Cet événement dramatique vient hélas alimenter ces doutes et remet bien évidemment en cause les affirmations sur la fiabilité du projet. «Le risque zéro n'existe pas», se défend Jean-Paul Baillet, directeur de l'ANDRA. Certes, mais si un tel éboulement peut se produire dans le site expérimental, on n'ose imaginer la catastrophe

qui s'en suivrait en cas d'événement similaire lorsque les fûts radioactifs seront stockés dans les puits définitifs. D'autant que le remplissage de ces puits doit s'échelonner sur une période de 100 ans!

Négociation de marchands de tapis...

À ce drame vient s'ajouter la récente déconvenue de l'ANDRA qui a estimé le coût de CIGEO à environ 33 milliards d'euros (une estimation bien trop faible selon l'Autorité de sûreté nucléaire elle-même). Mais les financeurs (EDF et AREVA, tous les deux au bord de la faillite) ont produit leur propre estimation revue à la baisse et proposé une enveloppe de seulement 20 milliards.

À l'issue d'une stupéfiante négociation de marchands de tapis qui prêterait à sourire s'il



ne s'agissait de la gestion de 99% de la radioactivité des déchets nucléaires, Ségolène Royal a tranché à 25 milliards, soit certainement moitié moins de ce qu'il faudrait pour que le projet tienne un tant soit peu la route du point de vue de la sécurité.

Il est donc urgent de stopper cette folie, et le NPA pèsera de toutes ses forces dans cette bataille.

Commission nationale écologie

PÔLE EMPLOI ÎLE-DE-FRANCE Le 8 février, on grève!

En effet, ce sera le premier jour choisi par la direction régionale d'Île-de-France pour déployer un nouveau dispositif appelé «Accès direct à son conseiller»... qui hormis les rendez-vous, repose sur la fermeture des agences tous les après-midi!



Pôle emploi bientôt sans chômeur? PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Cette fermeture des sites doit être analysée en articulation avec les autres dispositifs du Nouveau parcours du demandeur d'emploi (NPDE), de l'automatisation de l'indemnisation, de l'instauration de mail.net et du 100% Web. Ensemble, ils forment un système cohérent dont l'objectif est de vider les agences de leurs usagers.

La direction vend ces dispositifs en annonçant davantage de rendez-vous physiques et une autonomie des agents, un confort de travail qui résulterait de la mise à distance du public. Mais les après-midi vont surtout être utilisés pour traiter les sollicitations numériques appelés «tickets». Ce travail pouvant être réalisé n'importe où, sur des lieux éloignés des usagers (directions régionales ou plateformes nationales), l'étape suivante est la disparition définitive de sites, prioritairement dans les espaces ruraux. Les Maisons de service au public (MSP) regroupant des services comme la CAF, la CPAM, les Finances publiques et Pôle emploi, justifieront l'existence d'une proximité de façade en zone non urbaine.

Casse du service public

Ainsi, la direction répond directement aux injonctions de la Commission européenne qui exige le cantonnement des services publics de l'emploi à des services de 1^{er} niveau, informatifs, et aux fonctions régaliennes : suivi, contrôle, entretien de situation. C'est désormais au secteur privé d'exercer l'expertise : c'est le signal lancé par la nouvelle prestation «activ'emploi» massivement sous-traitée au requin du privé Ingeus. L'automatisation du traitement des demandes d'allocations va achever la mission indemnisation et permettre son externalisation sur le modèle des intermittents du spectacle.

Mis à distance des agences, hormis les temps réduits où il pourra être reçu sur rendez-vous, l'utilisateur est abandonné à son sort. Il formatera rapidement sa relation avec le conseiller par le seul mode électronique sur un rapport purement administratif et informatif, le seul possible à distance.

Ce 8 février, en lien avec les associations de chômeurs AC, APEIS, MNCP, CGT privés d'emploi et CIP, des actions auront lieu dans toute la région. Un rassemblement est aussi prévu à 14h devant la direction générale!

Partout sur le territoire national, plusieurs régions sont mobilisées : la Picardie était en grève le 12 octobre, la région Centre-Val-de-Loire le 15 janvier, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et le territoire de Belfort le 18 janvier, Rhône-Alpes et l'Auvergne appellent aussi le 8 février. Maintenant il faut une grève nationale pour faire reculer la direction!

CorrespondantEs

1-1 avenue du Docteur-Gley, Paris 19^e.

la volonté de favoriser la prédominance du syndicalisme d'accompagnement s'inscrivant pleinement dans le «dialogue social».

L'aggravation de la «crise» économique entraînant fermeture de sites et licenciements, relance une conflictualité accompagnée de violences suscitées par la perte des moyens d'existence autour de Cellatex, Daewoo, New Fabris, jusqu'à Continental. Dans toutes ces situations, gouvernements et patron ont pourtant fait le

SOLIDARITÉ AVEC LES GOODYEAR!



choix d'une répression mesurée censée limiter les manifestations de solidarité voire de colère.

La guerre sur le front social

C'est bien là qu'avec ces condamnations des Goodyear réside la rupture. Une rupture inscrite dans une continuité qui démarre avec le refus d'amnistie sociale rejetée par Hollande en 2013. Les exigences patronales conduisent à installer un climat social qui vise à délégitimer

toute contestation sociale. La conséquence en est la volonté de criminalisation de toute action refusant la dictature patronale et le «dialogue social». C'est ce double refus qui explique les condamnations des Goodyear, ainsi que les sanctions et poursuites contre ceux d'Air France. L'évolution vers un État de plus en plus fort, évolution légitimée par la menace terroriste, fournit les outils d'une politique répressive amenée à viser de plus en plus l'ennemi intérieur, le camp des exploités et des opprimés.

C'est pourquoi la bataille pour la relance des Goodyear n'est pas seulement un combat pour la solidarité ouvrière mais une bataille politique contre un gouvernement qui allie de plus en plus ouvertement régression sociale et répression. Une bataille qui ne fait que commencer ce jeudi 4 février.

Robert Pelletier

et en 1952, c'est le Parti communiste suite à la manifestation contre le général Ridgway ayant opéré en Corée.

Par la suite, ce sont essentiellement les mouvements contre la guerre d'Algérie qui susciteront l'essentiel d'une répression engagée le peu connu 14 juillet 1953, où six jeunes ouvriers algériens sont assassinés par la police.

Dans l'après 68, le combat contre le syndicalisme combine répression patronale et policière et tentatives de développement d'un syndicalisme pro-patronal.

La tentation du «dialogue social»

L'arrivée de la gauche au pouvoir, la baisse de la conflictualité, vont modifier stratégiquement la relation patronale et gouvernementale, avec



Les comités en action!

Dinan (22) Projection de *Qui a tué Ali Ziri?*

Lundi 25 janvier, le comité de Dinan a organisé au cinéma de la ville une projection de *Qui a tué Ali Ziri?* en présence de son réalisateur, Luc Decaster. Ce film relate la mort d'un homme de 69 ans décédé le 11 juin 2009 à la suite de son interpellation par la police nationale lors d'un contrôle routier à Argenteuil. «*Arrêt cardiaque d'un homme au cœur fragile*», déclare le procureur. Un collectif d'Argenteuil, Justice et Vérité, soutient la famille qui demande une contre-expertise: 27 hématomes relevés ainsi que des signes d'«*asphyxie de type mécanique*» provoqués par des appuis soutenus sur les poumons! Areski Kerfali, interpellé avec Ali Ziri, 62 ans et handicapé à 60%, sort de la garde à vue avec le visage et le corps tuméfiés... mais c'est lui qui comparaitra devant les juges pour outrage et violence à agents! La famille d'Ali Ziri se constitue partie civile, et la procédure judiciaire dure depuis 6 ans. Les jours prochains, en cas de rejet, le collectif se tient prêt à soutenir la famille pour en appeler à la Cour européenne des droits de l'homme. Une trentaine de personnes ont assisté à la projection et participé au débat. Beaucoup découvraient cette terrible histoire ignorée des médias, comme la plupart des violences (1 mort par mois en moyenne en France) perpétrées par la police qui se croit au dessus des lois, confortée par l'immunité dont elle bénéficie et le soutien sans limite des gouvernements successifs, soutien renforcé par l'état d'urgence. Il est donc encore plus vital de faire connaître et de combattre ces violences dont les principales cibles sont bien sûr ceux qui ne sont pas «*français de souche*», comme les désigne le chef de l'État. Si vous souhaitez programmer ce film dans votre ville, prenez contact avec: distribution@zeugma-films.fr.

Vitry-sur-Seine (94) Contre l'état d'urgence.

À l'initiative du CTSPV (Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry), actif depuis 2009, et dont le rassemblement du 20 novembre dernier devant la préfecture de Créteil avait été interdit, s'est constitué fin 2015 un collectif unitaire contre l'état d'urgence. À l'issue de deux réunions de travail, nous avons rédigé un tract appelant à une manifestation «*pour dire non à la politique antisociale et sécuritaire du gouvernement, non à l'état d'urgence, non à sa prolongation, pour défendre nos droits démocratiques, le droit de nous exprimer, de manifester, de revendiquer...*». Les signataires? Le CTSPV, le MRAP, Attac, l'UL CGT, le NPA, LO, Ensemble, le PCF, le PG. Initialement prévue le 30 janvier, suite à l'annonce de la manifestation nationale, cette manifestation a été reportée au samedi 6 février (à 10h de la mairie de Vitry au marché du centre).

Lyon (69) Changer le système, pas le climat.

Une jeune militante a ouvert la réunion, à laquelle ont participé 80 personnes, sur les luttes en cours: réfugiés, soutien aux Goodyear, solidarité avec le peuple grec, contre l'état d'urgence... Christine Poupin nous fit un bel exposé sur la crise climatique. Le mouvement international pour la justice climatique met en relation des thématiques et des mouvements très divers et souvent puissants. Il est porteur d'un renouveau de l'internationalisme et d'une redéfinition des contours de la lutte anticapitaliste. Le débat fut plein de richesses. Une étudiante originaire du Bénin nous a présenté une ferme-école qui forme des centaines de paysans à une agriculture auto-suffisante, biologique, vivrière, capable de rendements supérieurs à l'agriculture industrielle. Un militant CGT de Solvay a parlé du refus de produire des choses inutiles ou nuisibles tout en défendant les revendications d'emploi et de salaire. Une tentative de regrouper des syndicalistes autour d'une problématique éco-syndicaliste est en cours. Impossible de rendre compte ici de toutes les interventions. En résumé, beaucoup d'enthousiasme pour ces thématiques que beaucoup découvraient en même temps qu'ils découvraient le NPA, une écoute rare entre les gens, une ambiance qui donne envie de se revoir, et en ces temps difficiles de militer.

Louviers (27) Le collectif local devenu

départemental. Après une manifestation contre la COP21 tenue malgré l'interdiction, la LDH, la Libre Pensée, RESF, Attac, l'UL CGT, le NPA, ainsi qu'une maire-conseillère départementale et un militant associatif EELV créent le «*collectif pour la sauvegarde des libertés et contre l'état d'urgence*» sur la base et de «*l'appel des 333*» et de l'appel de la centaine d'associations et syndicats. Avant Noël, un tract est distribué sur le marché. Il y a des réactions hostiles, mais quand même 80 signatures recueillies. Un encouragement. Le collectif a comblé un vide au plan du département, et il a été rejoint successivement par le PG, Ensemble, PCF, FSU (à la suite de son congrès), Solidaires, bientôt CGT... Des organisations qui ne se fréquentent guère prennent goût à réagir ensemble: le refus d'une salle à la Libre Pensée par la mairie d'Évreux a suscité une protestation collective remarquée. L'état d'urgence aiguise les ciseaux des censeurs, alors que l'un des rédacteurs de la loi de 1905

En campagne

Un congrès des antinucléaires

Les 12, 13, 14 février se tiendra le 1^{er} congrès des groupes antinucléaires à Angers sous l'égide du réseau *Sortir du nucléaire*.

Créé à la fin des années 90, le réseau avait vocation de fédérer les multiples groupes et luttes locales contre l'industrie nucléaire. Plus de 900 associations avaient adhéré à sa charte et la majorité des groupes militants locaux participaient à son fonctionnement. Puis au cours des années 2000, si le réseau s'illustra dans quelques actions très médiatiques dont Stéphane L'homme du groupe Tchernobyl était fréquemment le porte-parole, parallèlement il a eu tendance à se professionnaliser en embauchant de plus en plus de salariéEs. Il faut dire que cette évolution a permis de mettre en place un système de collecte de fonds très performant s'appuyant sur un réseau de centaines de milliers d'adresses et de plus de 10 000 dons chaque année. Une crise éclatera en 2010, provoquant le licenciement de Stéphane L'homme et l'éviction de la majorité

du conseil d'administration, et en retour le départ de nombreux groupes locaux et une haine tenace entre les différents protagonistes.

Fédérer les groupes militants

En janvier 2015, une nouvelle équipe issue de groupes locaux, n'ayant pas connu la crise de 2010 et provenant des mobilisations qui ont succédé à la catastrophe de Fukushima, a été élue avec plus de 70% des votes. Pour ces militantEs, la division du mouvement est considérée comme une faiblesse des antinucléaires, alors que cette industrie vieillissante devient de plus en plus dangereuse et de moins en moins économiquement viable. D'où leur proposition d'un congrès réunissant les groupes dans et hors du réseau afin de fédérer et non diriger la mouvance antinucléaire riche de ses luttes locales et de ses diversités.



Un bulletin de débat, *Atomes crochus* n°4¹, permet à chacunE de se faire une opinion sur l'avenir de ce réseau qui cherche à se renouveler. À la mi-février, nous saurons si la volonté de cette nouvelle équipe sera validée par de nombreux groupes.

La période actuelle favorise les divisions, luttes de pouvoir et affaiblissement du mouvement social et écologique. Le NPA salue cette démarche du réseau qui va à «*contre-courant*».

Commission nationale écologie
1- <http://sortirdu nucleaire.org/>
Atomes-crochus-no4-Entrons-dans-le-Congres

Conférence nationale

Résolument antifascistes!

Ce thème-là n'est assurément pas un supplément d'âme dans l'activité militante... Le danger fasciste, la montée de l'extrême droite en France, ont été au centre du débat de la Conférence nationale antifasciste du NPA les 30 et 31 janvier.

Venus de la plupart des régions de l'Hexagone, les militantEs ont commencé leur week-end par une introduction politique générale et un échange d'expériences des différentes villes. Les travaux ont

été interrompus pendant une partie du samedi après-midi, pour se rendre ensemble à la manifestation parisienne contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité. Ils ont ensuite repris avec un débat consacré à la caractérisation politique du FN, principale force électorale et militante de l'extrême droite française. Parti fasciste? Bourgeois? Populiste? Les caractérisations de ce parti ne manquent pas dans l'espace politique. Si le terme de «*populisme*» (cher aux journalistes bourgeois) n'a été défendu par personne, des nuances ont été exprimées sur l'utilisation du terme de fascisme. Si le FN a clairement une origine fasciste, toutes les caractéristiques et

potentialités du fascisme ne sont pas pleinement développées, dans la mesure où ce parti suit actuellement pour l'essentiel une stratégie électorale, la société ne lui permettant pas pour le moment autre chose... Toutefois, un consensus existe pour considérer que ce parti n'est pas de même nature que «*les autres*», qu'il comporte des dangers, et qu'il est nécessaire de mener une lutte spécifique contre lui.

Quelle activité antifasciste?

Le dimanche a été consacré aux débats sur la structuration du travail antifasciste du NPA, dont le site consacré à ce sujet¹ n'est pas encore suffisamment connu des militantEs du parti.

La réalité de l'activité antifasciste mériterait aussi d'être davantage connue, alors qu'elle est bien présente sur le terrain. Ainsi, à titre d'exemple, dans le département du Gers, 11 réunions publiques du FN (avant les régionales de décembre 2015) ont été accompagnés... de 11 contre-rassemblements, ce qui a provoqué de la colère du côté de l'adversaire!

La Commission antifasciste du NPA adressera une motion à la Conférence nationale sur l'élection présidentielle du 19 et 20 mars prochain pour insister sur la nécessité d'une forte prise en compte de la dimension antifasciste de notre future campagne.

Bertold du Ryon

1- <http://tantquillefaudra.org>

fallacieusement invoquée, était le libre penseur Nobel Aristide Briand, enterré à quelques kilomètres! Après la manifestation de samedi 30, le collectif sera présent à l'action pour la relaxe des Goodyear, et un meeting est en préparation.

Montpellier (34) Près de 2000 manifestants contre l'état d'urgence.

Samedi 30 janvier, partis à 300 du quartier populaire du Petit-Bard, ils (elles étaient nombreuses aussi!) se sont retrouvés bientôt à 400 en



approchant du centre ville et, jonction faite avec l'autre manif emmenée par la CGT, ont fini à 1500, peut-être 2000! Il y avait longtemps que l'on n'avait pas vu autant de monde pour une manif directement politique, où, au demeurant, les syndicalistes (CGT, Solidaires, CNT, FSU) ont largement pris leur place. Effet Goodyear foudroyant! Quartiers populaires, musulmans/pas musulmans, sans travail/syndicalistes et non-syndiqués, défenseurs des droits démocratiques mais aussi les internationalistes en acte de BDS 34, etc. ont décliné ensemble le Non à l'état sécuritaire et la nécessité de le remettre dans le droit (chemin), celui d'une démocratie à réinventer, sociale, égalitaire... Beaucoup de jeunes avaient fait le déplacement. La CGA, AL, le PCF, Ensemble, quelques militants du PG et, bien entendu, le NPA (avec une large diffusion de

tracts) étaient également présents. Les manifestantEs l'ont crié ce samedi: «*Déchéance de nationalité. Pétain l'a fait, Hollande le refait*». Le combat continue!

Saint-Denis (93) Succès du

couscous-débat. Le samedi 30 janvier au soir, quelques heures après la manifestation contre l'état d'urgence, près d'une centaine de personnes encore imprégnées de la pluie qui s'est abattue dans l'après-midi, se sont retrouvées au presque traditionnel couscous-débat organisé par le comité dionysien du NPA, à La Plaine-Saint-Denis, pour passer la soirée, ensemble. Des habitantEs de Saint-Denis, des militantEs associatifs, syndicalistes, engagéEs dans les luttes et mobilisations locales, ont ainsi participé au débat organisé sur la situation politique internationale et nationale, présenté

par Julien Salingue et Philippe Poutou. Puis Hugo Chesnard a présenté, en présence de Petru Carolea, l'acteur Rom de son dernier court métrage, *L'hiver est proche*, qui sera diffusé sur Arte au mois de mars. Une fiction sur l'expulsion d'un camp Roms. Enfin le repas, un couscous traditionnel servi avec dessert et boissons, a conclu la soirée, dans une atmosphère très sympathique de discussions et de convivialité très appréciée par toutes et tous. Bref un vrai succès par les temps qui courent, avec l'envie de recommencer.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Essai

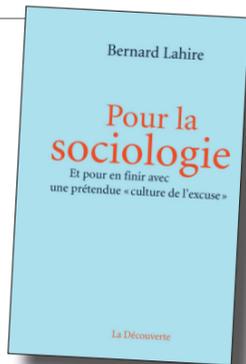
Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »

Bernard Lahire, La Découverte, 2016, 13,5 euros

La sociologie reste un sport de combat... Le sociologue Bernard Lahire est plutôt un habitué des pavés, des gros livres de sociologie, sérieux et exigeants. Il est particulièrement connu pour ses travaux sur la culture (la Culture des individus, en 2004, Ceci n'est pas qu'un tableau, en 2015...). Il livre cette fois-ci un court volume (170 pages!) qui prend la forme d'un livre d'intervention sociale et politique.

Ce qui met en colère l'auteur, au point de se mettre à rédiger cet ouvrage, ce sont les accusations répétées de journalistes, chroniqueurs ou hommes politiques, contre les sciences sociales, en particulier contre la sociologie. L'accusation récurrente de trouver des excuses

aux criminels, aux délinquants, voire même aux terroristes. L'auteur dénonce cette démarche qui confond la compréhension des phénomènes sociaux et la complaisance avec ceux-ci. « Ceux qui s'en prennent à ce qu'ils appellent "l'excuse sociologique" considèrent que comprendre serait une façon d'excuser en déresponsabilisant », constate l'auteur. Le plus agaçant, le plus entêté d'entre eux à s'en prendre à la sociologie et aux sciences sociales, n'est autre que Philippe Val, tout particulièrement dans son ouvrage *Malaise dans l'inculture* paru en avril 2015. Ce livre qui accumule les « contre-vérités qui confinent souvent au délire » est ici pris comme un ouvrage symptomatique de ce rejet de la sociologie comme outil de compréhension du monde. Mais l'auteur profite de l'occasion pour livrer un véritable plaidoyer pour les sciences sociales. Il en rappelle les fondamentaux, démontrant comment une démarche matérialiste et scientifique permet de se débarrasser d'une vision fantasmée de la réalité et permet de poser les termes des débats. Rappelant ses apports et la capacité de sa discipline à déconstruire ou



à expliquer ce qui est bien souvent tenu pour naturel : les rapports inégaux homme-femme, les inégalités sociales...

Comprendre pour transformer

B. Lahire montre qu'avant tout le refus des explications sociologiques est bien souvent le propre des dominants. Car c'est une explication qui remet en cause les « dons », les « talents » ou les « compétences » des riches et des possédants, expliquant leurs positions par une série d'héritages, financiers, culturels, par l'accès que certains ont eu aux meilleurs établissements scolaires, etc. En ce sens, la sociologie

desessentialise et désessentialise, en ne considérant pas qu'il y aurait un état naturel à l'ordre social tel qu'il fonctionne mais que celui-ci est le résultat d'une série de rapports de forces, d'une histoire, etc. B. Lahire rappelle que la sociologie est bien souvent un outil de remise en cause de l'ordre établi, du monde tel qu'il fonctionne, et les possédants voudraient nous le faire penser comme « naturel ». Pour l'auteur, comprendre les mécanismes de domination apparaît comme une étape nécessaire, pour des transformations sociales d'ampleur. Ce petit ouvrage fonctionne comme un rappel à l'ordre, contre un monde « intellectuel » et politique qui se base trop souvent davantage sur ses préjugés et ses intérêts propres que sur une compréhension fine des phénomènes sociaux. Certes, il aurait peut-être mérité d'être un peu moins abstraits, théorique, et davantage basé sur des exemples concrets, mais sa lecture reste aisée et souvent stimulante. Pierre Bourdieu rappelait que la sociologie peut être un sport de combat. Lahire montre ici qu'il est prêt à la bagarre... et nous invite à l'échauffement. **Pierre Baton**

Roman

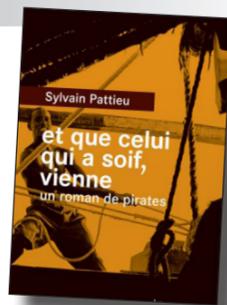
et que celui qui a soif, vienne

Un roman de pirates, Sylvain Pattieu, Éditions du Rouergue, 2016, 21,80 euros

Quatre cent cinquante-huit pages, trois bateaux, un navire marchand qui transporte nobles, prêtres et prostituées prisonnières, protégé par une troupe de soldats dont le chef est une femme déguisée en homme... Un bateau de pirates, hommes d'honneur, abolitionnistes, égalitaristes, féministes, démocrates et sanguinaires... Un bateau de la Compagnie des Indes, rempli de marchands cyniques partis à la conquête capitaliste du monde. Sylvain Pattieu vient d'inventer un genre littéraire : le roman de pirates transgressif, humoristique et anachronique. Il mélange les genres, les époques, les personnages de roman

et les personnages de sa vie, sa mère surtout, à qui ce livre rend par touches ultrasensibles un hommage émouvant, ou du réel en général : Victor Serge et Tonton Bicou, la Bande à Bonnot et Jesse Owens... C'est un livre d'historien, ultra-documenté, un livre politique qui explore simultanément les pouvoirs et les limites de la religion et du vaudou, l'exploitation des hommes les uns par les autres, le peu de valeur de la vie humaine, la difficile conquête de la liberté, et celle plus complexe encore de l'utopie de la démocratie. Pour écrire ce roman qui vous embarque littéralement sur ces trois bateaux, Sylvain Pattieu met en œuvre un

style étonnant : aucun dialogue malgré le nombre hallucinant de personnages, et pourtant on entend la voix de chacun, on se trouve même régulièrement dans la tête ou la peau de chacun. Une multitude de phrases courtes avec ou sans retour à la ligne, énormément de virgules qui donnent en même temps un rythme et une « peinture ». Une écriture « impressionniste », au même sens que la peinture du même nom, l'accumulation de détails fait le sens. Ce n'est pas si facile de trouver un roman que l'on puisse dévorer, emporté par l'histoire, les personnages, le rythme, mais qui en même temps nous apprenne une foule de choses, historiques, factuelles, nous



laisse réfléchir de manière subtile et intelligente, posant les questions sans donner les réponses, même si on connaît l'engagement de l'auteur. Et il y a un bonus : 15 pages de notes de l'auteur et de remerciements. À lire en guise de préface, à utiliser comme une série de filtres pour mieux comprendre et apprécier le mélange des registres et des sources d'inspiration. À lire ou à dévorer. **Catherine Segala**

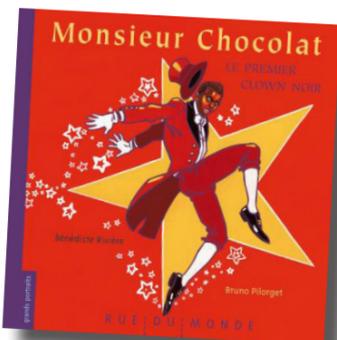
Enfants

Monsieur Chocolat, le premier clown noir

Texte de Bénédicte Rivière, images de Bruno Pilorget, Rue du Monde, 2016, 17,50 euros. À partir de 8 ans

Rafaël Padilla, fils d'esclaves, né à Cuba en 1868, donné par ses parents, vendu par celle qui l'a recueilli, arrive en France, se fait remarquer par ses dons de danseur comique, devient clown de cirque, spectacle populaire de la Belle Époque. Il rencontre le clown anglais Footit et tous les deux inventent le duo Clown blanc / Auguste, et dans leur couple, ce contraste est accentué par la couleur noire de l'Auguste qui devient alors le ressort comique. Les situations tournent toujours mal pour le clown Chocolat qui s'exclame « je suis cho-co-laaaat ». Le mépris des Blancs envers les

Noirs n'étonne personne à cette époque intolérante et coloniale, où des tribus entières sont exhibées derrière des grilles dans les



zoos et à l'Exposition universelle internationale et coloniale de 1894. Dans les années 1900, le duo bénéficiera d'un immense engouement populaire, avec déjà la vente de produits dérivés (jeu de société). Chocolat se produit sur les plus grandes scènes, et inspire même Toulouse Lautrec et les frères Lumière. « L'Autre » est un phénomène d'étonnement, d'effroi et de dérision qui fait spectacle. Le cinéma muet met fin à 25 ans de succès, le public préférant l'image nouvelle au spectacle vivant. Chocolat tombe alors dans la misère, et invente la thérapie par le rire en se produisant pour les enfants

hospitalisés. Car cet homme dont on s'est ri était un véritable altruiste. Et comme Molière, il meurt en sortant de scène. Ce livre aux belles illustrations est une mine de sujets de discussion avec les enfants dans notre époque aussi « intolérante et coloniale ». Simultanément à cet album est sorti en salle mercredi 3 février Chocolat, le film de Roschdy Zem avec Omar Sy dans le rôle titre. Et pour les plus grands qui souhaitent approfondir le sujet, signalons enfin l'ouvrage de Gérard Noiriel *Chocolat clown nègre* (Bayard, 2012, 21 euros). **Catherine Segala**

Bande dessinée Velue

Velue, Tanx, éditions Six pieds sous terre, 2015, 13 euros

Velue, cette fillette, Isabelle, obligée de se raser entièrement le corps plusieurs fois par jour pour paraître « normale ». Et c'est cette contrition du corps qui est la condition de sa normalité et de sa présence dans la société « civilisée ». Une histoire extraordinaire, comme un conte féministe moderne, pour des sentiments et ressentiments si communs.



Il y a de la rage dans cette BD. La rage d'une jeune fille puis d'une femme, de devoir s'infliger cette violence quotidienne, de devoir supporter cette détestation de son propre corps. Cette injonction est la honte renvoyée par sa famille, par l'école, par ses collègues, qui se transforme alors en violence, puis en rage, dans une fuite et une cavale frénétique... libératrice! Cette œuvre est un petit format, une BD courte, une jolie édition et un style graphique tranchant. Le style de Tanx est comme ça, très travaillé et brut : avec une ligne pas si claire héritée plutôt d'une certaine tradition de la bande dessinée alternative américaine. Le format de l'histoire, découpée en chapitres et originellement publié en feuilleton, est une autre référence aux comics et autres fanzines publiés à la semaine. Le scandale du Grand Prix du Festival de la bande dessinée d'Angoulême nous l'a amèrement rappelé : quand les dessinatrices ne sont pas rares, elles sont... invisibles! Alors occasion est donnée : une dessinatrice déjà, anarcho-féministe, et avec de la gueule en plus (et non pas des couilles...), et qui plus est douée! Ça serait dommage de passer à côté. En plus de sa dernière BD, passez donc voir sur son site ses dessins, ses textes ou encore jetez un œil à ses magnifiques linogravures disponibles à la vente. **Manon Boltansky**

1- <http://tanx.free-h.fr/>

Cinéma

Les premiers les derniers

de Bouli Lanners, avec Albert Dupontel et Bouli Lanners. Sortie le mercredi 27 janvier



Un film pour le plaisir, de Bouli Lanners, acteur, réalisateur belge, dont c'est le quatrième long métrage. Il se met en scène aux côtés d'une panoplie d'acteurs/d'actrices exceptionnels, tous plus taiseux les uns que les autres. Il revendique un western, il est amateur du genre. Situé dans la partie sud de la Beauce, dans un décor de plaines, plates à l'infini, de champs sans arbres, quelques fils électriques qui se balancent sous l'effet du vent permanent et glacial de l'hiver, une lumière blafarde, des couleurs marron de la terre, le brun des arbres sans feuilles, des cieus gris ou nuageux, rarement lumineux. Et des silos, des gares désaffectées, la ligne abandonnée de l'aérottrain. Des couples étrangers à ces lieux errant et se cherchent dans ce décor, deux chasseurs de primes à la recherche d'un portable, deux jeunes marginaux, un peu handicapés, qui cherchent une enfant, et une bande de méchants, chasseurs, qui traquent les étrangers et veulent se faire justice eux-même. Crépusculaire et fantastique à plus d'un titre, mais non sans humour, avec, cerise sur le gâteau, Michael Lonsdale et Max Von Sydow en presque fantômes. On sort de là heureux. **Jean-Marc Bourquin**

Victoire à OMS Nettoyage: «ça nous a permis de grandir mentalement»



De gauche à droite: Dabo, Annie, Assane, Alexandra, Bassirou et Etienne. DR

Entretien. Pendant 129 jours, dans le 20^e arrondissement de Paris, 41 salariés ont tenu tête à la société de nettoyage OMS, le sous-traitant de Paris Habitat, le plus grand bailleur d'HLM de la ville de Paris. Peu avant la grande fête de la victoire, nous avons rencontré cinq personnes qui étaient au cœur de cette lutte exemplaire de détermination et de solidarité: les deux délégués, **Assane Diop** et **Bassirou Tandjigora**, le responsable de leur syndicat, la CNT-Solidarité ouvrière, **Étienne Deschamps** et deux animatrices du comité de soutien, **Annie** et **Alexandra**.

Pourquoi cette grève ?

Assane Diop: Avec OMS, les conditions de travail n'avaient pas arrêté de se dégrader. Nous étions payés très en retard avec de grosses irrégularités dans nos fiches de paie. Enfin, c'est surtout le manque de respect qui a mis tout le monde en colère.

Comment la grève a-t-elle commencé ?

A.D. : Nous avons déclenché la grève le 21 septembre. Bassirou et moi-même savions par expérience que beaucoup de délégués et de responsables syndicaux dans le secteur du nettoyage étaient corrompus par les patrons et nous nous étions mis à Sud Nettoyage. Malheureusement, ce syndicat aussi travaillait avec le patron, et après plus de deux mois de doute et de colère où on ne comprenait pas pourquoi la responsable de Sud ne nous soutenait pas, elle a fini par nous lâcher en plein milieu des négociations le 3 décembre en partant avec la caisse de grève de plus de 5000 euros. C'est là où nous avons décidé de changer de syndicat. Heureusement que pendant toute cette période, nous avons reçu la solidarité d'énormément de gens, notamment du comité de soutien qui était animé par des locataires des immeubles dans lesquels nous travaillons.

Annie et Alexandra, pourquoi avez-vous décidé de lancer ce comité de soutien ?

Annie : Nous sommes toutes les deux voisines. Un jour on a vu les grévistes au piquet de grève au coin de notre rue et on est allé leur parler. Dans un premier temps, comme beaucoup d'autres personnes du quartier, on leur a apporté de l'eau chaude, des couvertures. Puis un jour, Dabo nous a dit «Rendez-vous visibles». À partir de là, avec d'autres comme Lucie et Yamina, on a commencé à s'organiser. On a agité tout ce qu'on pouvait : les élus, les médias, les partis politiques, tout le réseau qu'on avait. On faisait du porte-à-porte pour discuter avec les gens et on a fait signer une pétition par plus de 700 personnes.

Alexandra : On n'a pas arrêté de contacter Paris Habitat par tous les moyens, mais ils n'ont jamais voulu nous recevoir. Ils nous ont répondu avec un grand mépris en dénigrant les délégués et en prétendant que OMS n'était pas une si mauvaise boîte que ça. Après, il y a eu tant d'autres choses : le repas de soutien avec des centaines de personnes, la fête le 26 décembre avec les cadeaux et la sortie au cirque avec les enfants des grévistes, puis le réveillon le 31 décembre devant la mairie du 19^e...

Annie : On ne pouvait pas lâcher. C'était tellement injuste, et puis tu sais ce qui nous a gonflées ? Même quand les médias sont venus, ce qu'il y avait derrière, c'était l'idée que c'était des pauvres Africains. Nous, l'important, c'était le pouvoir d'agir. Quand tu es citoyen engagé, tu es acteur de ton territoire, et il faut aller jusqu'au bout.

Après la rupture avec Sud, c'est avec la CNT-Solidarité ouvrière que vous avez travaillé...

Bassirou Tandjigora : Le travail avec Étienne a tout changé. Il y avait aussi la présence de la CGT Hôtels de prestige et économique et les actions très bruyantes que nous avons menées devant les hôtels. A.D. : Cela a eu un très grand impact car OMS a commencé à perdre des contrats.

Avez-vous des contacts avec des salariés qui travaillent avec OMS sur d'autres sites ?

A.D. : Oui, il y en a qui commencent à nous solliciter parce qu'ils ont vu qu'il y a de vrais délégués et un vrai syndicat qui existent. C'est un travail qu'on a commencé, et on le finira en mobilisant un maximum de salariés pour mettre fin aux pratiques de cette entreprise.

La CNT-SO nettoyage a beaucoup d'expérience dans ce secteur. Qu'est-ce qui t'a marqué dans cette grève ?

Étienne : Au centre de ce conflit avec OMS, il y a la question du délit de marchandage. Un donneur d'ordre, ici Paris Habitat, utilise un sous-traitant pour échapper à une obligation légale ou conventionnelle. Les salariés de OMS doivent bénéficier des mêmes avantages et des mêmes règles de salaires (comme le 13^e mois) que les salariés de Paris Habitat. Sur cette question, nous avons saisi les Prudhommes. Nous sommes sur des montants de plus de 300 000 euros. Celui qui va payer va être impacté. Par ailleurs, comment peut-on accepter qu'en septembre 2015, des salariés de OMS aient pu travailler sept jours sur sept sur leur site. C'est de la responsabilité directe de Paris Habitat qui doit le savoir. Pour ces salariés, il y aura un additif dans nos procédures prudhommales, mais je pense qu'il y aura même des procédures pénales...

Est-ce qu'il y avait d'autres particularités ?

E. : D'habitude dans le nettoyage, on a des grèves dans des sites où il y a de grosses concentrations de salariés. La force assez exceptionnelle de cette grève, c'est d'avoir mobilisé des salariés de différents lots, répartis sur différents arrondissements de Paris, et le rôle des délégués a été déterminant.

Moi, je dois dire que je suis béat d'admiration. Des délégués, j'en ai vus. Quand tous les délégués du nettoyage (et d'ailleurs !) auront ce niveau de prise de conscience et de responsabilité, les patrons auront des soucis à se faire.

D'après vous, pourquoi le patron n'a-t-il pas signé un accord plus tôt ?

B.T. : On sait que tous les patrons sont des voyous et qu'ils ne pensent qu'à leur porte-monnaie, mais dans notre cas, le patron faisait confiance à des gens qui étaient incompetents et manipulateurs.

Alex : Je pense aussi que c'était des gens qui en avaient fait une affaire personnelle, avec derrière l'idée de «Comment ces Africains osent nous tenir tête ?» Il y avait un tel mépris...

Quel bilan tirez-vous de la grève ?

A.D. : Positif. Une première augmentation pour les bas salaires, des vêtements de travail, une prime de 200 euros, aucune sanction disciplinaire, 60 % des jours de grève payés, et la suppression de la clause de mobilité. Même si nous n'avons pas gagné sur toutes nos revendications, pour nous le plus important, c'est que ça nous a permis de grandir mentalement, de connaître du monde autour de nous, et d'avoir compris qu'il y a des gens bien qui nous respectent dans ce pays, et cela nous a beaucoup marqués. Cela nous donne envie

aussi à l'avenir de venir en aide à d'autres.

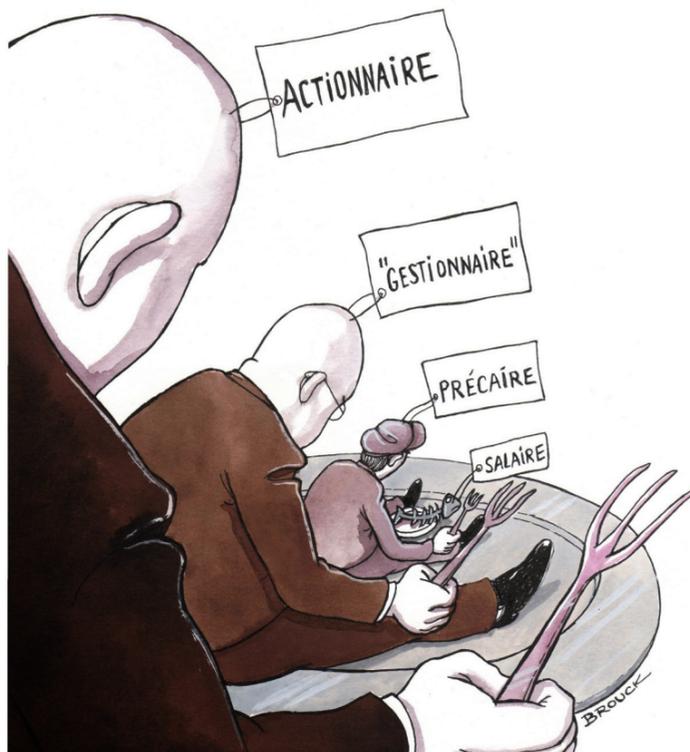
B.T. : De faire comme les gens du comité de soutien qui ont joué un rôle déterminant dans cette histoire.

A.D. : Depuis le premier jour quand on a commencé le piquet de grève, ces femmes du comité... Je n'ai pas de mots pour l'exprimer, mais pour moi, mon collègue et tous les grévistes, c'est quelque chose qui restera gravé à vie dans notre tête. Elles ont tellement fait qu'on n'arrive pas à se souvenir de tout. B.T. : C'est quelque chose d'énorme. Les gens nous disent bravo, vous êtes allés jusqu'au bout, vous avez gagné. Mais sans ce soutien, on n'aurait pas pu aller jusqu'au bout et gagner. Et puis, tout a changé avec l'arrivée d'Étienne et de Claude Lévy de la CGT-HPE qu'on remercie infiniment. Ils peuvent compter sur nous pour aller manifester pour les autres. Enfin, il ne faut pas oublier tous les autres soutiens comme la CGT Finances publiques, l'UL CGT de Paris 11^e, Sud Commerce, les élus, les militants des partis politiques, du Front de Gauche, du NPA... On ne peut pas citer tout le monde mais chacun se reconnaîtra. La victoire appartient à toutes les personnes qui ont participé à cette grève depuis quatre mois.

Propos recueillis par Ross Harrold

Version longue de cette interview sur le site. Pour une vision complète de l'histoire de la grève, voir tous les articles de L'Anticapitaliste et l'excellent travail fait par Sébastien de l'UL CGT 11^e (articles, vidéos, etc.) : <http://www.ulcgt11.fr>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

basta!
www.bastamag.net

MACRON FAIT SA PUB.

Si vous ne souhaitez pas voir augmenter le

nombre et la taille des panneaux publicitaires, notamment numériques, hâtez-vous de participer à la consultation publique sur le projet de décret sur l'affichage publicitaire de la loi Macron. Ce décret, dont les dispositions entreront en vigueur le 1^{er} mars prochain, doit définir «les conditions de dérogation en matière d'emplacement, de surface et de hauteur pour les dispositifs situés en agglomération, et l'ensemble des prescriptions applicables aux dispositifs situés hors agglomération». En clair: allonger la liste des endroits où l'on a le droit de poser de grands panneaux publicitaires.

Premiers lieux concernés par ces dérogations: les stades de foot de plus de 15 000 places assises (il y en a 53 en France), qui pourront désormais, comme les aéroports, installer dans leur enceinte jusqu'à cinq panneaux publicitaires numériques de 50 m², visibles depuis la voie publique. (...)

Le projet de décret ne concerne pas que les stades. Il prévoit aussi la possibilité d'installer des panneaux scellés au sol dans les communes de moins de 10 000 habitants, qui n'ont pour le moment pas le droit de le faire, privant apparemment de nombreuses zones commerciale d'incitations à consommer. (...)

Le gouvernement revient enfin sur la taille maximale autorisée pour les innombrables panneaux de 4mx3m. L'inclusion de la surface d'encadrement dans le calcul de la taille totale de ces panneaux publicitaires «ne serait pas supportable au regard des conséquences économiques pour ce secteur» (!), annonce, sans rire, le projet de décret. Qui suggère donc de calculer les surfaces autorisées «hors encadrement» pour les pubs numériques, comme pour les autres. (...)

Toutes ces modifications sont apportées «dans un contexte de recherche de leviers favorables à la relance de l'économie», dit joliment le projet de décret. (...) Pour les résistants à l'invasion publicitaire, «ces modifications et ajouts sont directement recopiés des exigences de l'industrie publicitaire. Toutes nos propositions sont ignorées. Les réunions de concertation auxquelles nous participons sont donc une mascarade complète».

«Quand Emmanuel Macron prône la multiplication des panneaux publicitaires», Nolwenn Weiler, Bastamag, jeudi 28 janvier 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org